

UNIVERSITÉ ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA



Faculté des Sciences Économiques, Commerciales et des Sciences de
Gestion
Département des Sciences Économiques

MÉMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de
MASTER EN SCIENCES ÉCONOMIQUES

Option : ÉCONOMIE QUANTITATIVE

Thème

*L'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance
économique: cas de l'Algérie (1970-2022)*

Préparé par :

- M^{elle} BOUKERROU Katia

Dirigé par :

Dr. MOUSLI Abdenadir

Date de soutenance : 27/06/2024

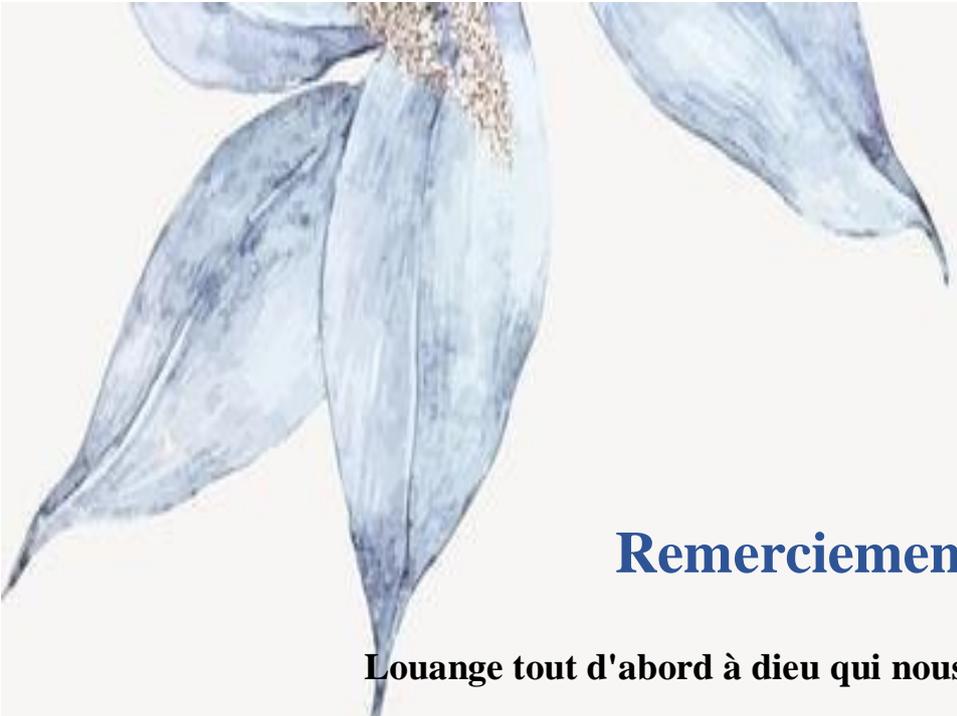
Devant le Jury composé de :

Président : Mr. BOUAISSAOUI Samir

Examineur : Mr. KACI Boualem

Rapporteur : Dr. MOUSLI Abdenadir

Année Universitaire 2023-2024



Remerciement

Louange tout d'abord à dieu qui nous a donné la force

Pour terminer ce modeste travail

Je tiens à profiter de cette occasion pour exprimer mon

**Profonde gratitude à toutes les personnes qui ont contribué à la
Réalisation de ce mémoire. Leur soutien, et leur encouragement ont
Été d'une importance capitale tout au long de ce parcours.**

Tout d'abord, je tiens à remercier sincèrement mon encadrant

Dr MOUSLI ABDENADIR pour son expertise, sa disponibilité et

Ses précieux conseils.

Je tiens à remercier très chaleureusement l'ensemble des membres

Du jury qui ont accepté d'évaluer ce travail.

Mes sincères remerciements iront aussi à tous nos enseignants pour

La qualité de l'enseignement qu'ils ont bien voulu nous prodiguer

Je remerciée vont également à mes amis et ma famille, qui

Ont été une source constante de soutien et d'encouragement.

BOUKERROU KATIA



Dédicace

Je dédie ce travail à mes parents aimante et soutenant, qui a toujours cru en moi et m'a encouragé à poursuivre mes rêves. Votre amour inconditionnel et votre soutien constant ont été ma source de force et de motivation tout au long de ce parcours académique

A mes frères : SOUFIANE, NOUR, LYES et sœurs : KAHINA, MAHJOUBA

A mes oncles et mes tantes et leurs enfants

A tout la famille : BOUKERROU et de HABOUCHI

A mes connaissances et amis au niveau de science économie

A mes copines de chambre avec les quelle j'ai partagé des bons moments

A tous mes amis de BEJAIA et de BOUIRA

Spécialement DIHIA, NIHAD, MOUNIALYZA, DALILA, OUMAIMA, IMANE

Et à tous ceux que j'aime et qui m'aiment

BOUKERROU KATIA

Liste des abréviations

ADF : Dickey-Fuller augmenté

ARDL : Stands For Autorégressive Distributed Lag

BM : Banque Mondiale

CNIS : Centre National de l'Informatique et des Statistiques

DA: Dinars Algérien.

DF: Dickey-Fuller.

DS: Différence Stationary.

DGPP: Direction générale de la prévision et des statistiques

GATT: General Agreement on Tariffs and Trade

LPIB : Logarithme du produit intérieur brut

LX : Logarithme des exportations

LM : Logarithme des importations

LTCH : Logarithme tu taux de change

LIDE : logarithme des investissements direct

MDA : million de dénaire algérienne

MUSD : Million Du Dollar Américain

OMC : Organisation Mondial Du Commerce

ONS : Office National Des Statistiques

OCDE : L'Organisation De Coopération Et De Développement Economique

PIB : Produit Intérieure Brut

PGE : Programme Générale D'exportation

PGI : Programme Générale D'importation

PAS : Programme D'ajustement Structurelle

TS : Trend Stationary

UE : Union Européenne

UMA : Union Du Maghreb Arabe

VAB : Valeur Ajouté Brut

ZALE : La Zone Arabe De Libre Echange

Liste des figures

- **Figure N01** : Schéma des facteurs principaux de la croissance endogène
- **Figure N 02** : De La Balance Commerciale De l'Algérie (2011-2017) En MUSD
- **Figure N03**: Evolution De La Balance Commerciale De l'Algérie (2017-2022) En MUSD
- **Figure N04** : Evolution des exportations algériennes par région économique (2010-2017) en (MDA)
- **Figure N05**: Evolution Des Exportations Algériennes Par Région Economique (2017-2022) En (MDA)
- **Figure N06** : Evolution Des Importations Algériennes Par Région Economique (2010-2017) En (MDA)
- **Figure N 07** : Evolution Des Importations Algériennes Par Région Economique (2010-2017) En (MDA)
- **Figure N08** : Evolution de la structure des importations algériennes (2017- 2022) (en MDA)
- **Figure N 09** : Evolution de la structure des exportations algériennes (2017- 2022) (en USA)
- **Figure N 10**: Evaluation Du Taux De Croissance Du Secteur Agricole 2000/202
- **Figure N11** : Critère D'information Akaike
- **Figure N12**: Résultats Du Test De Normalité Des Résidus
- **Figure N13** : Courbe De La Somme Des Résidus (CUSUM)
- **Figure N 14** : Coure De La Somme Cumulée Des Carrés Du Résidu (CUSUMQ)

Liste des tableaux

- **Tableau N01** : évolutions annuelle de l'indice à la production industrielle du secteur public national 2015-2021(1989=base 100)
- **Tableau N02** : Test ADF modèle (3) pour la série LPIB
- **Tableau N03** : Test ADF modèle (2) pour la série LPIB
- **Tableau N04** : Test ADF modèle (1) pour la série LPIB
- **Tableau N05** : Test ADF modèle (1) pour la série DLPIB
- **Tableau N06** : Les résultats des tests de la stationnarité (Test ADF)
- **Tableau N07** : Estimation du modèle ARDL (1, 0, 0, 0,0)
- **Tableau N08** : Résultats du test de cointégration de Pesaran
- **Tableau N09**: Estimation de la relation de long terme
- **Tableau N10**: L'estimation de la relation de court terme (ECM)
- **Tableau N11**: Résultats du test de normalité des résidus
- **Tableau N12** : Résultats du test d'auto-corrélation
- **Tableau N13** : résultats de test d'hétéroscédasticité

Sommaire

Introduction générale

Chapitre I : Le cadre théorique sur l'ouverture commerciale et la croissance économique

Introduction

Section 1 : Les concepts de croissance économique

Section 2 : Théories et modèles de croissance économique

Section 3 : L'ouverture commerciale et sa relation avec la croissance économique

Conclusion

Chapitre II: ouverture commerciale en Algérie et ses impacts

Introduction

Section 1 : Politique du commerce extérieur : évolution et perspectives

Section 2 : Evolution des échanges extérieurs de l'Algérie

Section 3 : L'impact de l'ouverture commerciale sur les activités productives

Conclusion

Chapitre III: modélisation de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

Introduction

Section 1 : Présentation des variables et étude de la stationnarité des séries de données.

Section 2 : Application du test de cointégration et estimation du modèle ARDL

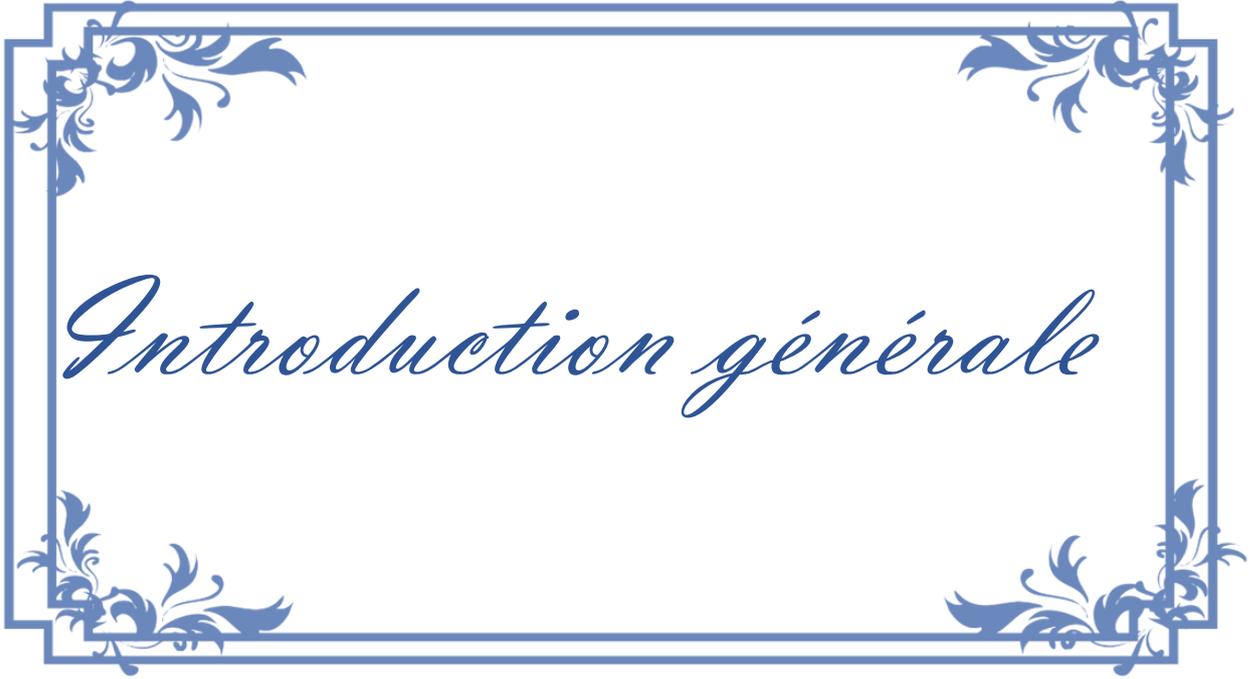
Conclusion

Conclusion générale

Bibliographe

Annexes

Table des matières



Introduction générale

Introduction générale

Le commerce international est l'élément fondamental de la construction de l'économie d'un pays, car l'économie mondiale connaît aujourd'hui plusieurs changements dans ce domaine, qui depuis l'antiquité a été au centre de l'attention et de la réflexion des premiers économistes et décideurs du pays. Les politiques économiques de la plupart des pays visent à atteindre des taux de croissance économique élevés et à réduire les taux de chômage, afin d'atteindre la stabilité économique et le bien-être social. Pour y parvenir, il faut améliorer le niveau de vie, fournir du travail, réduire le chômage et revitaliser l'économie en augmentant l'investissement et la production.

Le commerce extérieur est né du besoin, ressenti par les hommes, de faire des échanges au-delà des frontières géographiques, linguistiques, raciales ou religieuses, en raison de la diversité dans la répartition des richesses. En effet, des ressources nécessaires à l'économie de certains pays, des biens indispensables parfois pour une stabilité sociale, non disponible sur place, devaient être acheminées en provenance d'autres pays.

Un sujet d'intérêt majeur en économie internationale concerne l'impact de l'ouverture du commerce extérieur sur la croissance économique. De nos jours, la libéralisation des échanges est considérée comme un moteur de convergence et un élément essentiel dans l'élaboration des stratégies de développement. De nombreuses organisations internationales encouragent les pays à ouvrir davantage leurs échanges commerciaux. En effet, pour des institutions telles que le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale, la libéralisation des politiques commerciales est souvent une condition préalable à l'octroi d'aide financière ou d'assistance économique.

L'Algérie est actuellement en train de mettre en œuvre des réformes visant à libéraliser son commerce extérieur et à s'intégrer davantage à l'économie mondiale. En 1987, le pays a exprimé son souhait de rejoindre le système du commerce multilatéral représenté par l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). En 1994, la politique de libre-échange a été instaurée après la signature d'un accord avec le FMI pour mettre en œuvre un programme d'ajustement structurel, démontrant ainsi sa volonté de transition vers une économie de marché et d'ouverture aux marchés mondiaux. De plus, en 2002, l'Algérie a conclu un accord d'association avec l'Union européenne, ce qui l'a engagée dans un processus de réduction des droits de douane.

Introduction générale

Dans le cadre de notre recherche, nous tenterons de répondre à la question principale suivante : « **Quel est l'effet de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie ?** »

De cette question principale découlent plusieurs questions subsidiaires :

- L'ouverture commerciale a-t-elle un impact positif ou négatif sur la croissance économique en Algérie ?
- Est-ce que l'ouverture commerciale explique seule la croissance économique ?

Pour y répondre, nous proposons de vérifier les hypothèses suivantes :

Hypothèse (1) : L'ouverture commerciale a un impact positif sur la croissance économique en Algérie.

Hypothèse (2) : La croissance économique en Algérie est aussi expliquée par l'augmentation des prix du pétrole

L'objectif général de cette étude est d'appréhender analytiquement et empiriquement l'impact de cette politique d'ouverture sur la croissance économique en Algérie.

Pour répondre aux questions posées, nous avons opté dans un premier temps à une recherche bibliographique à travers la consultation des ouvrages et articles relatifs au commerce extérieur et à la croissance économique, la collecte de données statistiques auprès des organismes concernés (CNIS, ONS, BM) et en second lieu nous avons opté pour une modélisation économétrique en utilisant l'approche (ARDL) pour évaluer l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance.

Dans ce contexte, nous avons structuré une démarche qui se compose des trois chapitres suivants :

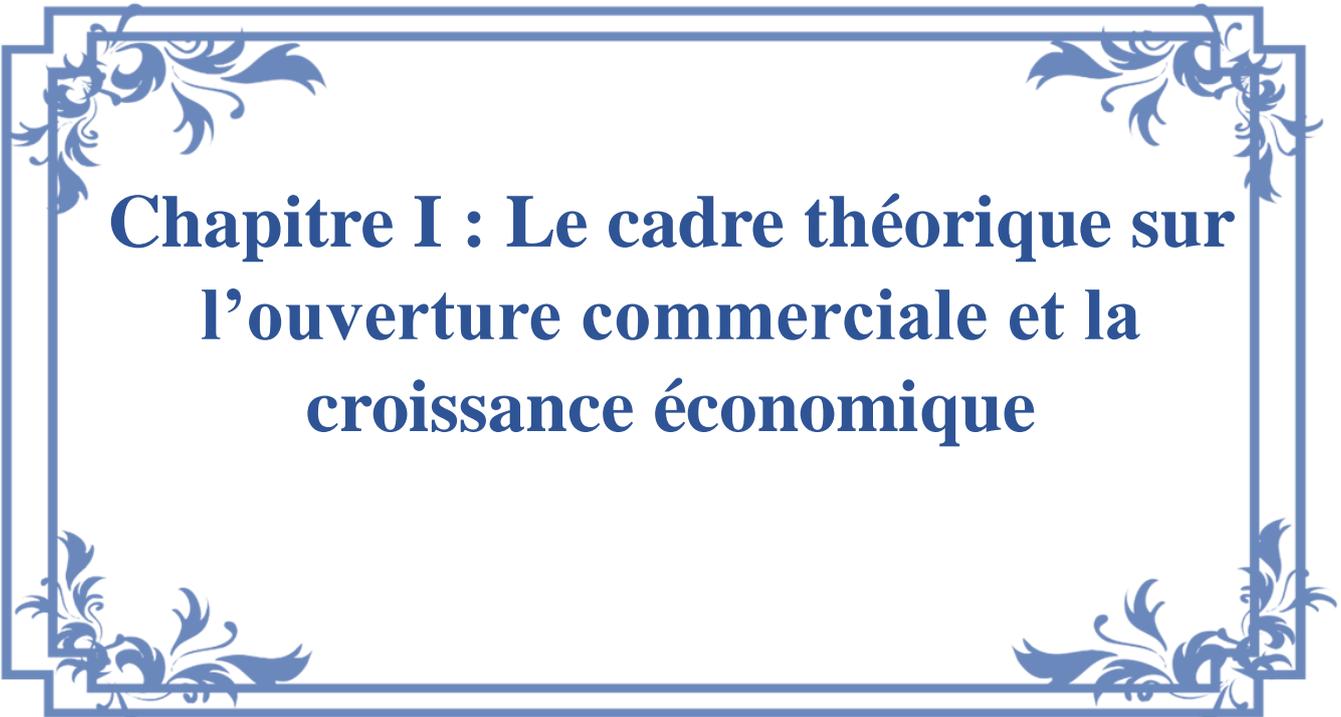
Le premier chapitre sera consacré aux concepts de croissance économique dans sa première section, et dans sa deuxième section aux différentes théories et modèles de croissance endogène et en dernière section à la relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique.

Dans le deuxième chapitre, nous aborderons d'abord dans une première section les politiques du commerce extérieur, ensuite dans la deuxième section, nous mettrons l'accent sur l'évolution des échanges extérieurs de l'Algérie. Enfin, dans la dernière nous exposerons l'impact de l'ouverture commerciale sur les activités productives.

Introduction générale

Le dernier chapitre traite la partie pratique de notre travail, et étudié l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie en utilisant une approche vectorielle (ARDL).

Enfin nous terminerons notre travail par une conclusion générale qui inclura les résultats de l'étude empirique.



**Chapitre I : Le cadre théorique sur
l'ouverture commerciale et la
croissance économique**

Introduction

L'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique a été largement étudié. Lorsque l'on parle d'ouverture commerciale, on fait référence aux échanges internationaux et aux flux de marchandises. Le commerce international est un sujet d'intérêt majeur en raison de son influence significative sur l'économie d'un pays, ce qui a conduit à de nombreuses recherches et publications sur le sujet.

L'ouverture aux échanges internationaux permet d'augmenter la taille du marché et de créer des opportunités commerciales pour les pays. Les économies émergentes ont réussi à s'intégrer dans l'économie mondiale en élargissant leur base de partenaires commerciaux et en diversifiant leurs relations économiques.

La croissance économique d'un pays est déterminée par l'augmentation de la production globale et elle se mesure par le taux de croissance du produit intérieur brut PIB.

Lorsque l'on aborde le sujet du commerce international, on se confronte à différentes théories. D'un côté, la théorie traditionnelle met en lumière les avantages comparatifs et la division internationale du travail. De l'autre, les théories de la croissance se concentrent sur l'évaluation de l'impact des facteurs de croissance et soulignent le phénomène de convergence au détriment d'autres phénomènes cumulatifs.

Dans ce premier chapitre, nous allons dresser un cadre conceptuel sur les différents points suivants :

- Les concepts de croissance économique ;
- Théories et modèles de croissance économique ;
- L'ouverture commerciale et sa relation avec la croissance économique.

Section 1 : Les concepts de croissance économique

L'objectif de chaque pays est d'atteindre des taux de croissance élevés. L'évolution des conditions économiques au fil du temps a conduit à une différence dans sa conceptualisation par les théoriciens et les économistes. Dans ce premier chapitre, nous allons d'abord aborder les différentes définitions relatives à la croissance économique, puis nous mettrons l'accent sur les différentes méthodes de mesure qui déterminent la croissance.

1.1. Les différentes définitions de la croissance économique

Pour Jacques MULLER¹ : « La croissance économique est une notion purement qualitative qui reflète l'augmentation de la production à long terme dans une économie, comme nous pouvons la mesurer ».

Pour François PERROUX² : « La croissance économique est l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit net en terme réel »

Pour Adam SMITH « La croissance économique est définie comme un accroissement durable de sa dimension, accompagné de changements de structure et conduisant à l'amélioration du niveau de vie ».

Simon Kuznets définit « la croissance économique d'un pays comme l'augmentation à long terme de la capacité d'offrir des biens économiques de plus en plus diversifiés à sa population. Cette capacité grandissante est basée sur la technologie avancée et les ajustements institutionnels et idéologiques qu'elle demande ».³

Selon ces définitions, la croissance économique indique une évolution positive de la production de biens et services marchands dans une économie au cours d'une période donnée, elle concerne souvent de grands ensembles économiques et constitue un phénomène quantitatif.

¹ MULLER Jacques, « Manuel et application économique », DUNOD, paris, 1999, p34.

² PERROUX François, « les théories de la croissance », DONOD, paris, 2004, p 254.

³ Kuznets. S.1973 « Modern economic growth: finding and reflections », the American Economic Review Vol.63, N°3, P247.

1.2. Caractéristiques et types de croissance économique

1.2.1. Caractéristiques de la croissance économique

- La croissance économique n'est pas intéressée par la diversification du rendement de croissance, c'est-à-dire qu'elle ne concerne pas qui en bénéficie.
- La croissance économique se fait automatiquement, elle n'a donc pas besoin d'intervention de l'État.
- La croissance est de nature cumulative, si un pays croît plus rapidement que d'autres, l'écart entre leurs niveaux respectifs se creuse.
- La croissance économique améliore le niveau de vie à long terme et aborde les politiques de rétablissement distribution.
- Revenu parmi les membres de la société plus accessible et faciles
- Crée de nombreuses opportunités d'investissement.
- L'augmentation est réelle, pas nominale.
- Il est caractérisé par la nature à long terme de l'augmentation, c'est-à-dire que la tendance globale augmente parce qu'il y a une différence entre la tendance générale et la tendance internationale.

1.2.2. Types de la croissance économique

La croissance de l'économie prend deux formes : extensive, en utilisant plus de ressources que le capital naturel, humain et physique, ou intensive, en utilisant la même quantité de ressources, mais de manière très efficace, qui se détaille comme suit ⁴ :

- ✓ **Croissance économique extensive** : c'est le cas où l'augmentation de la production est inférieure par rapport à l'augmentation des facteurs de production utilisés.
- ✓ **Croissance économique intensive** : c'est le cas où l'augmentation de la production est plus forte que celle des facteurs de production.

1.3. Mesures de la croissance économique

1.3.1. La mesure de la croissance économique

La croissance économique se réfère à l'augmentation positive de la production de biens et de services au sein d'une économie sur une période déterminée, habituellement de longue

⁴ OUMARA. M, « L'impact des IDE sur la croissance économique en Algérie durant la période 1885-2015 », 2016-2017 p 8.

durée. Le principal indicateur utilisé pour évaluer cette croissance est le produit intérieur brut (PIB).

Le PIB mesure la croissance économique d'un pays il donne une indication sur la puissance économique et la richesse d'un pays. Le PIB se définit comme étant la somme des valeurs ajoutées de tous les secteurs institutionnels sur un territoire, il est évalué en terme brut (inclus les amortissements), il est exprimé en volume c'est-à-dire à prix constants.⁵

$$\text{PIB} = \Sigma \text{VAB} + \text{TAXS} \quad ^6$$

Avec VAB: valeur ajoutée brute

1.3.2. Les facteurs de la croissance économique

On entend souvent par les facteurs de la croissance tout ce qui peut avoir un effet immédiat et quasi mécanique sur la croissance. Les facteurs de croissance agissent essentiellement sur l'offre des biens et services. Cependant, on peut distinguer trois facteurs de croissance, à savoir le facteur travail, le facteur capital et le progrès technique.

✓ Le facteur travail

Le travail dans une économie correspond à l'ensemble des compétences physiques et mentales que les individus mobilisent pour fabriquer les biens et services indispensables à la satisfaction de leurs besoins. Il représente la somme totale des ressources humaines disponibles pour la production. Par conséquent, l'apport du travail peut être expliqué par une augmentation de son utilisation (aspects quantitatifs).

✓ Le facteur capital

Le capital technique, également connu sous le nom de capital fixe en comptabilité nationale, représente l'ensemble des outils et équipements utilisés dans le processus de production. Il se compose du capital fixe, qui inclut les machines et équipements nécessaires à la production, ainsi que du capital circulant, qui englobe les biens de consommation intermédiaire. La qualité du capital technique peut être évaluée en termes de productivité, mesurée par le rapport entre la valeur ajoutée produite et le stock de capital fixe requis pour cette production. Dans ce calcul, les éléments non productifs du capital fixe, tels que les bâtiments, sont généralement exclus.

⁵ BEITONE Alain, DOLLO Christine, GUIDONI Jean Pierre, LEBARDEZ Alain, Dictionnaire des sciences économiques, Armand Colin, Paris, 1991, p111.

⁶ Idem.

✓ Le progrès technique

Le progrès technique est tout ce qui permet d'améliorer les méthodes de production et d'augmenter la productivité. Cependant, il englobe également les différentes formes d'innovation mises en place par les entrepreneurs, telles que la création de nouveaux produits ou l'adoption de nouvelles méthodes d'organisation de la production.

Section 2 : Théories et modèles de croissance économique

Les théories explicatives de la croissance sont relativement récentes dans l'histoire de la pensée économique. Ces théories ont conduit à mettre en avant le rôle primordial du progrès technique dans la croissance. Sur le long terme, seul le progrès technique est capable de rendre plus productive une économie. Toutefois, ces théories expliquent encore mal d'où provient ce progrès, et en particulier en quoi il est lié au fonctionnement de l'économie.

2.1. Les théories de la croissance économique

2.1.1. Théories classiques de la croissance économique :

Depuis plus de deux siècles, les économistes s'interrogent sur les causes de la croissance. Adam Smith, Thomas Malthus, David Ricardo et Karl Marx sont les véritables précurseurs de cette réflexion⁷, tandis que pour les classiques, la croissance économique est un phénomène appelé à disparaître dans le temps, les néoclassiques (Solow) montrent que c'est un phénomène durable et qui doit permettre le rattrapage⁸.

L'approche classique de la production considère que celle-ci nécessite du travail, des moyens de production et des ressources naturelles. Contrairement à certaines théories modernes de la croissance, ces facteurs essentiels, à savoir le travail, le capital et la terre, ne sont pas négligeables selon Ricardo. Pour appréhender la croissance effective, il est crucial de prendre en compte les interactions entre la croissance démographique, l'accumulation de capital et l'innovation technologique dans un contexte de rareté des ressources naturelles. Comprendre le fonctionnement de ce système complexe était un défi majeur.

- **La Croissance Chez Adam Smith (1776)**

Adam Smith a abordé le processus de croissance en mettant l'accent sur l'accumulation du capital et son impact sur la productivité du travail. Dans son ouvrage "La Richesse des

⁷DIEMER. « Economie Générale », op.cit., p 96-97.

⁸Nathalie AVALLONE & Françoise Nicolas (2002), op.cit., p2

Nations" publié en 1776, il a souligné que le revenu par habitant dépend de deux facteurs principaux : l'habileté, la dextérité et le jugement avec lesquels le travail est effectué, ainsi que la proportion entre ceux qui travaillent de manière productive et ceux qui ne le font pas. Smith a ainsi mis en lumière l'importance de ces deux aspects pour réguler la richesse d'une nation.

- **La croissance chez Thomas Malthus (1796) :**

Dans son essai sur le principe de population (1796), Thomas Malthus avance que la croissance est entravée par la croissance démographique rapide. Il explique que la pauvreté en Angleterre résulte d'un déséquilibre entre deux lois : la progression arithmétique des ressources alimentaires et la progression géométrique de la population. Selon Malthus, pour sortir de cette situation, il faudrait une régulation par le biais de la mortalité, de la réduction de la natalité et du célibat.

- **La croissance chez David Ricardo (1817)**

Pour Ricardo⁹ la croissance conduit à un état stationnaire¹⁰ : « L'augmentation de la population nécessite une augmentation de la production agricole. Mais les nouvelles terres mises en culture sont soumises aux rendements décroissants. Le coût de production et donc le prix des denrées alimentaires augmente ». Les industriels, en augmentant les salaires réduisent leurs marges et donc l'investissement. Enfin, toujours dans cette perspective d'économie stationnaire.

2.1.2. La théorie post-keynésienne

Après la crise de 1929, les économistes Harrod (1939) et Domar (1947), fortement influencés par les idées de Keynes¹¹, se sont penchés sur les conditions nécessaires pour assurer une croissance économique durable. En se basant sur l'hypothèse d'un stock de capital constant, ces deux économistes ont conclu que la croissance économique est stable lorsque la production, l'épargne et l'investissement augmentent au même rythme. Toutefois, si l'investissement croît moins rapidement que l'épargne, cela entraîne une accumulation excessive de capital au détriment de la production, ce qui peut conduire à une baisse de la demande, de la production et finalement à un ralentissement de la croissance.

⁹ Dominique Guellec, Pierre Ralle, les nouvelles théories de la croissance, 5^e édition, la découverte.

¹⁰ A l'équilibre la variation du capitale est nul et par conséquent la croissance s'annule ce qu'on appelle état stationnaire ; ni le capital physique ni le facteur travail est moteur de la croissance.

¹¹ Keynes, (1936), dans la théorie générale, ne s'est concentré que le court terme, il n'a pas construit une théorie de la croissance économique à long terme.

2.1.3. Les modèles néoclassiques : l'approche de Solow

La théorie de la croissance économique équilibrée a été formulée par Frank Ramsey de l'Université de Cambridge dans les années 1920, mais c'est Robert Solow qui l'a rendue célèbre dans les années 1950. Selon le modèle de Solow, une croissance durable et un plein emploi peuvent être atteints dans une économie de marché concurrentielle. Cette théorie met en avant l'importance de l'investissement, de l'épargne et de la production pour assurer une croissance stable et équilibrée.

- **Le Modèle De Solow (1956)**

Les modèles de croissance économique basés sur la théorie de Solow postulent que l'investissement dans le capital physique a des rendements marginaux décroissants. Cela signifie que plus une entreprise accumule de capital, moins chaque unité supplémentaire de capital ajoutée génère de rendement. En conséquence, la rentabilité de l'investissement dans le capital physique diminue à mesure que le stock de capital augmente. Il est donc essentiel que l'accumulation de capital ne dépasse pas le taux de croissance de la main-d'œuvre, mesurée en termes d'efficacité, pour garantir une croissance économique durable.

Dans sa théorie de croissance économique, Robert Solow a introduit en 1956 un modèle néoclassique qui met en avant le rôle crucial de l'investissement dans le capital pour stimuler la production de biens. Selon ce modèle, les entreprises utilisent l'épargne des ménages pour accroître leur stock de capital, ce qui permet d'améliorer leur capacité de production. Cependant, Solow a également souligné que l'efficacité marginale de chaque unité supplémentaire de capital diminue à mesure que le stock de capital global augmente. En d'autres termes, l'ajout de nouvelles machines ou équipements devient moins productif pour les travailleurs déjà équipés, ce qui ralentit la croissance de la production. Sans progrès technologique, cette tendance peut conduire l'économie vers une stagnation, où la croissance devient de plus en plus limitée. Ainsi, Solow a mis en lumière le risque d'une économie statique si les investissements en capital ne sont pas accompagnés d'innovations technologiques.

Solow apparaît comme tout à fait positif dans la mesure où il est conforme à trois caractéristiques fondamentales de la croissance que les économistes appellent « des faits stylisés »¹²

¹² JEAN-DIDIER LECAILLON, JEAN-MARIE Le page & Christian OTTAVI, (2004), p 228

- Le capital par tête ne cesse de s'élever dans une économie en expansion ;
- Le coefficient de capital, c'est-à-dire le rapport du capital à la production, tend à être stable on longue période ;
- Le revenu par tête ne cesse de s'accroître.

2.2. Les nouvelles théories de la croissance : croissance endogène

Le modèle de Solow ne se contentait pas d'expliquer la croissance économique, mais mettait en avant l'importance du progrès technique pour assurer sa pérennité. Pour les partisans de la théorie de la croissance endogène, le progrès technologique n'est pas un phénomène fortuit, mais le résultat de l'accumulation de divers facteurs tels que la technologie, le capital physique, le capital humain et le capital public. Selon cette approche, la croissance économique est vue comme un processus auto-entretenu, où l'accélération de ces variables dépend des choix économiques effectués. C'est pourquoi on parle de théories de la croissance endogène, qui mettent en lumière le rôle central des décisions économiques dans le rythme d'accumulation de ces différents éléments.

2.2.1. Le capital physique

L'investissement dans l'équipement nécessaire à la production de biens et services est crucial pour les entreprises. Romer (1986) a apporté une nouvelle perspective en mettant en avant les externalités positives entre les entreprises. En investissant dans de nouveaux équipements, une entreprise peut non seulement augmenter sa propre production, mais aussi contribuer à stimuler la production des autres entreprises, qu'elles soient concurrentes ou non. Ce phénomène s'explique par le fait que l'adoption de nouvelles technologies ouvre la voie à de nouveaux apprentissages pratiques, favorisant ainsi l'innovation et la croissance économique.¹³

2.2.2. La technologie

L'innovation n'est plus considérée comme un simple résidu dans le processus de croissance économique, mais comme un élément essentiel et endogène. Selon la théorie de Paul Romer, l'innovation dépend des actions, des initiatives et du développement des compétences des acteurs économiques. Ce modèle met en lumière l'importance de l'innovation en tant qu'activité à rendement croissant, qui enrichit le stock de connaissances. Cette diffusion des connaissances profite à l'ensemble des acteurs économiques, au-delà de la seule

¹³ DIEMER. M « La croissance économique », p67.

entreprise innovante. Chaque entreprise peut ainsi contribuer à la croissance économique en poursuivant des ambitions d'innovation, créant un environnement où les entreprises sont interdépendantes et où la réussite de chacune profite à l'ensemble¹⁴

2.2.3. Le capital humain

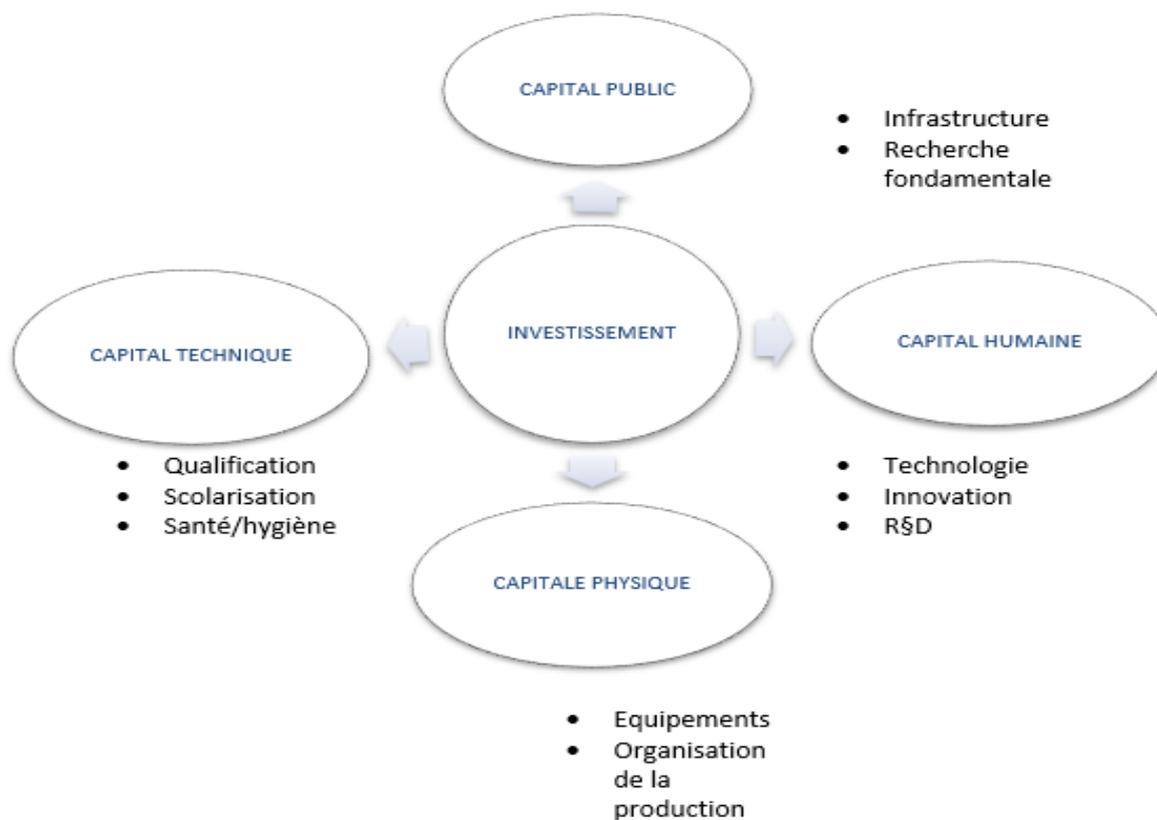
L'accumulation de capital humain, comme l'a souligné R. Lucas (1995), peut se produire de manière volontaire (par une accumulation de la croissance) ou involontaire (par l'apprentissage sur le tas). De plus, la productivité privée du capital humain a un effet externe positif. En améliorant leur niveau d'éducation et de formation, chaque individu accroît le stock de capital humain de la nation, contribuant ainsi à améliorer la productivité de l'économie nationale.

2.2.4. Le capital public

L'intervention de l'État dans l'investissement des infrastructures entraîne une amélioration de la productivité des entreprises privées. Une analyse de R. Barro en 1990 a souligné que les infrastructures facilitent la circulation des informations, des personnes et des biens. L'impôt, destiné à financer ces investissements, joue un rôle positif sur la croissance, agissant non seulement comme un incitatif pour le secteur privé mais aussi comme un moyen de soutien direct. Ainsi, les infrastructures publiques constituent un facteur de croissance à long terme en raison des économies internes qu'elles permettent aux producteurs privés.

¹⁴ THAALBI.I, «Déterminants et Impacts des IDE sur la croissance économique », p.67

Figure N°01 : schéma des facteurs principaux de la croissance endogène



Source : GUELLEC, D. RALLE .P « Les nouvelles théories de la croissance », la découverte, 1996, p15

Section 3 : L'ouverture commerciale et sa relation avec la croissance économique

Au cours des dernières décennies, de nombreuses études ont porté sur le phénomène de l'ouverture commerciale, de sorte que l'objectif poursuivi par divers pays, développés ou en développement, est considéré comme conduisant au commerce (importation, exportation) et l'investissement étranger pour réaliser des gains grâce à l'augmentation des revenus sur les marchés mondiaux et au développement technique, qui augmente également la croissance économique des pays. Ainsi, l'ouverture commerciale est devenue la principale artère reliant les États, importante pour la croissance économique dans ce chapitre nous aborderons :

- Concepts d'ouverture commerciale
- Ses théories les plus importantes
- La relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique

3.1. Le cadre théorique de l'ouverture commerciale

L'ouverture commerciale est devenue d'une grande importance dans l'augmentation de la croissance économique et le fil conducteur qui relie les pays dans cette section, nous

aborderons les concepts les plus importants de l'ouverture commerciale et les méthodes les plus importantes pour la mesurer et sa relation avec la croissance économique.

3.1.1. Les différentes définitions de l'ouverture commerciale

Il existe de nombreuses définitions de l'ouverture commerciale qui varient d'un penseur à l'autre. Parmi celles-ci, on peut citer :

✓ **Définition de l'ouverture commerciale selon les économistes**¹⁵

Les économistes ont souvent défini l'ouverture commerciale par l'enlèvement de toutes les barrières tarifaires et non tarifaires, quantitatives et non quantitatives, directes et indirectes et qui peuvent empêcher le mouvement des capitaux étrangers et les investissements locaux privés, et l'abandonnement progressif du protectionnisme sur les industries locales à l'égard de la concurrence étrangère, qui permettra un transfert rapide de la technologie productive, c'est donc l'ensemble des règles et des procédures qui réalisent la situation précédente.

✓ **La définition de l'ouverture commerciale selon l'Institut arabe de planification**

La politique qui conduit à l'abandon des politiques partiales et à l'adoption des politiques neutres entre exportation et importation, réduction de la valeur des droits des douanes élevés et transfert des restrictions quantitatives à ces derniers, les douanes et la direction vers un système de tarification en tant que douane unifiée, qui comprend le programme d'édition de nombreuses procédures connexes politiques d'importation, politiques de promotion des exportations, politiques de taux de change et politiques de gestion économique, politiques macroéconomiques, réglementaires et commerciales vis-à-vis des partenaires commerciaux.¹⁶

✓ **Définition de l'ouverture commerciale par le FMI**

Le FMI a défini l'ouverture commerciale comme la libéralisation du secteur extérieur, est constituer de la balance des transactions commerciales courantes et de la balance des transactions en capital, c.-à-d ouverture aux flux de marchandises services et capitaux et en dehors de toutes restrictions et obstacles, qui sont des taxes contraintes douanières et quantitatives, administratives et techniques.

¹⁵ LALAMI TIZIRI. YATAGANE HASIBA, « L'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique : cas de l'Algérie (1970-2013) » mémoire de master, université Abderrahmane mira de Bejaia, 2016, p5.

¹⁶ BENDIB.L, IKNI .M, « L'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance du secteur industriel e Algérie » (1998-2018), mémoire de fin du cycle, UNIV Abderrahmane mira –BEJAIA

✓ Définition de l'ouverture commerciale par BHAGAWATI-KRUGER

La politique qui réduit le degré de traitement par rapport aux exportations, et les analystes économiques se concentrent principalement sur la réduction des droits d'importation et des licences en tant qu'étape essentielle de la réforme du commerce extérieur, cette définition est associée à la caractéristique importante selon laquelle la libéralisation des échanges n'implique pas nécessairement que la valeur des droits des douanes est nulle ou même très faible.

✓ Définition de l'ouverture commerciale par A, M, CHKSI, PAPAN GEORGION, M, MICHELALY

L'ouverture commerciale est définie comme le degré de libéralisation par le biais des numéros de répertoire (1 à 20) en fonction du degré de libéralisation du commerce, (1) est le degré de libéralisation le plus faible, et (20) est le degré de libéralisation le plus grand, ils ont également défini la libéralisation du commerce comme tout changement susceptible de conduire le système commercial des états à la neutralité dans le sens où l'économie atteint une situation qui est la situation qui prévaut, et il n'y a pas d'ingérence du gouvernement, sous cette définition ils ont utilisé quatre approches dans lesquelles ils interprétaient la libéralisation du commerce (approche visant à réduire le recours aux restrictions quantitatives, changer les outils de prix, changer le taux de change et changer les politiques).

Parmi ces définitions, on peut en déduire que l'ouverture commerciale « désigne la libéralisation du commerce extérieur et des investissements étrangers grâce à des facilités accordées par l'État ».

3.1.2. Les indicateurs les plus importants pour mesurer l'ouverture commerciale

Dans la littérature économique, de nombreux indicateurs permettent de mesurer l'ouverture commerciale des pays en particulier car ils sont utilisés pour classer les priorités des pays en fonction de leur degré d'ouverture. Dans ce contexte on va présenter certains indicateurs qui sont souvent utilisés comme mesure de l'ouverture, tel que le critère de l'intensité commerciale et quelques critères alternatifs célèbres dans l'analyse du commerce international.

- **Intensité commerciale**

Ce critère, dit souvent degré de l'ouverture, mesure le volume du commerce extérieur (importation et exportation) par rapport au PIB. L'intensité commerciale peut être exprimée par la formule suivante¹⁷ : $Ti = \frac{(X+T)i}{PIBi}$ (1)

Tel que:

X : les exportations M : les importations

Le degré de l'ouverture commerciale d'un pays, également connu sous le nom de rapport entre exportations, importations et produit intérieur brut, est un indicateur clé pour évaluer le volume des échanges internationaux par rapport à la taille de l'économie nationale. Cette mesure permet de quantifier l'importance du commerce extérieur d'un pays en comparaison avec sa production intérieure.

- **Intensité commerciale ajustée**

Ce critère est une modification de la mesure de (FRANKEL, 2000) est proposé par (Li et autres en 2004), dont il nous permet d'adapter les valeurs critiques du premier critère. Il est exprimé par la formule suivante¹⁸ : $ATI = \frac{Mi}{PIBi} - (1 - PIBi / \sum_{i=1}^k PIBi)$ (2)

- **Intensité commerciale réelle**

Dans cet indicateur on modifie le numérateur de la formule (1) pour prendre en compte la parité du pouvoir d'achat d'un pays, en utilisant le produit intérieur brut réel noté, il est proposé par (ALCALA. CICCONE, 2004), et est présenté par le rapport suivant¹⁹ :

$$RTI = \frac{(X+M)}{rPIB} \quad (3)$$

- **Indice de concentration des produits pour l'exportation**

L'indicateur de concentration des exportations d'un pays sur un ou quelques produits spécifiques est un reflet de la dépendance économique des pays en développement vis-à-vis des pays développés. Ces pays ont tendance à exporter principalement des matières premières,

¹⁷ ABDELKADER 2015. «Nouvelle Approche de Mesure de l'ouverture commerciale dans les Modèles de Gravité » .Revue des études humains et sociales – A/sciences économique et droit. N°13, Algérie, p10.

¹⁸ ABDELKADER KADID, Idem, p11.

¹⁹ ABDELKADER KADID, Idem, p11.

ce qui les rend vulnérables aux fluctuations des prix mondiaux. Cette concentration excessive sur un seul produit dans les exportations totales peut accentuer cette dépendance. Lorsque ce ratio dépasse les 60%, le pays court des risques importants, en particulier si le produit exporté est soumis à des variations de prix importantes, ce qui peut avoir un impact négatif sur le produit de l'Etat.

L'indice de concentration des produits pour les exportations nationales est mesuré à l'aide de coefficient de Gini-HIRSHMAN la mesure la plus largement utilisée pour le calcul de cet indicateur est peut-être exprimé comme suit ²⁰:

$$\left\{ Cc = \left(\sum_{i=1}^n \frac{x_{it}}{x_t} \right)^2 \right\} \quad (4)$$

Tel que :

Cc : Indice de concentration de produit pour les exportations.

x_{it} : Exportations de pays de produit (i) de l'année(t).

x_t : Total des exportations nationales pour l'année(t).

- **Taux de droits non pondéré**

Ce taux est calculé en fonction du nombre moyen de taux de droits par exemple : un pays importe trois produits et se voit imposer trois taux de droits comme suit²¹ :

- Produit (A) leur impose 15%.
- Produit (B) leur impose 20%.
- Produit (C) leur impose 25%.

Le taux de droits non pondéré $(15\% + 20\% + 25\%) / 3 = 20\%$.

- **Taux de droit pondéré**

Lorsque le taux de droit de chaque produit est supposé avoir une importance relative si nous supposons que la valeur à l'importation est :

- Produit (A) leur coute 700UM
- Produit (B) leur coute 400UM
- Produit (C) leur coute 200UM

²⁰ BENDIB.L, IKNI .M op, cit, p8- 9

²¹ BENDIB.L, IKNI .M op, cit, p9-10

Produit (C) leur coute 200UM

$$\text{Le taux de droit pondéré} = \frac{(700 \times 0.15) + (400 \times 0.20) + (200 \times 0.25)}{700 + 400 + 200} \times 100$$

Taux de droit pondéré = 18,1%

3.2. Les théories de l'ouverture commerciale et ses relations avec la croissance économique

Les théories explicatives les plus importantes de l'ouverture commerciale du traditionnel au moderne seront abordées dans cette partie. Nous tenterons également de mettre en évidence la relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique d'un point de vue théorique et appliqué et comment cette ouverture est affectée par le commerce extérieur et l'investissement direct étranger.

3.2.1. Les théories de l'ouverture commerciale

Dans cette partie, nous aborderons les théories explicatives les plus importantes de l'ouverture commerciale.

3.2.1.1. Théories classiques et néoclassiques expliquant l'ouverture commerciale

A. Les théories classiques

- **La théorie des coûts absolus**

Cherchent à défendre l'idée du libre-échange, l'économiste ADAM SMITH ou comme l'appelle EMILE JAMES le « père de l'économie politique »²² commence le première chapitre du livre célèbre « recherche sur la nature et des causes de la richesse des nations » en 1776.

Dans ce livre, Smith conclut que si un pays peut acheter n'importe quelle marchandise à l'étranger à un prix plus avantageux que celui auquel il peut la produire localement, il est préférable de l'importer. Il suggère que les pays devraient se spécialiser dans la production des biens pour lesquels ils ont un avantage comparatif, c'est-à-dire des coûts de production plus bas que ceux des autres pays. Cette théorie des avantages absolus indique que les pays doivent importer les biens pour lesquels ils sont moins compétitifs et exporter ceux pour lesquels ils ont un avantage en termes de coûts de production.

²² JAMES, E, «Histoiresommaire de la pensée économique », 1969, p78.

A partir de la théorie de l'avantage absolu le commerce extérieur reste toujours avantageux pour les deux parties.

- **La théorie des coûts comparatifs**

En formulant le principe de spécialisation suivant les coûts de production relatifs, RECARDO fut « le premier à élaborer une théorie particulière au commerce international c'est-à-dire distincte du commerce interne »²³.

Avec plus de précision, D. RECARDO formula la loi des coûts comparatifs ce qui provoque les échanges internationaux c'est une différence non pas entre le niveau des coûts que connaissent deux pays mais une différence dans l'échelle des coûts entre plusieurs marchandises »²⁴, il a démontré que le commerce international est non seulement possible, mais également bénéfique pour tous les pays. Selon lui, un pays peut tirer profit de la spécialisation en se concentrant sur la production des biens pour lesquels il possède un avantage comparatif, même s'il est désavantagé absolument dans la production de tous les biens. Il a identifié une plage de prix où l'échange est avantageux pour toutes les parties impliquées.

B. Les théories néo-classiques

- **Le modèle de HECKSCHER-OHLIN-SAMUELSON**

Les hypothèses du modèle HOS élaboré par E. HECKSCHER, B. OHLIN et P.A. SAMUELSON se présentent comme suit :

- Il existe deux facteurs, deux biens et deux pays.
- La concurrence pure et parfaite existe sur tous les marchés.
- L'offre de chaque facteur est fixe et il n'existe pas de mouvement de facteurs entre pays.
- Les deux facteurs sont au plein emploi dans chaque pays.
- Les coûts de transport ou d'information sont nuls.
- Il n'existe pas d'entraves à l'entrée et à la sortie des marchandises.
- Les fonctions de productions sont identiques dans les deux pays.
- Les rendements d'échelle sont constants et les productivités marginales factorielles décroissantes.
- Il n'existe aucun renversement d'intensité factorielle.

²³SAMUELSON, A, «les grands courant de la pensée économique », 1993, p112.

²⁴ JAMES, E, op.cit., p101.

- Les préférences des consommateurs sont identiques et homothétique.

Selon la théorie du commerce international d'Heckscher-Ohlin, le processus de commerce mondial entraîne une convergence des prix des facteurs de production. Ce mécanisme vise à égaliser les prix des facteurs tels que les salaires, les taux d'intérêt et les loyers, qui seront bas dans les pays où ils sont abondants et élevés dans ceux où ils sont rares. L'égalisation des prix relatifs des biens conduit à une harmonisation des prix relatifs des facteurs de production entre les économies, sans nécessairement les aligner parfaitement « un rapprochement des prix relatif des facteurs dans les deux économies mais non nécessairement leur égalisation »²⁵.

3.2.1.2. Les théories modernes

- **L'écart technologique de POSNER**

Les partisans de cette théorie tentent d'expliquer les relations commerciales avec l'étranger non pas par l'approvisionnement des facteurs de production comme faisaient les néo-classique mais par les dépenses des recherches et des élaborations par le niveau du salaire moyen et le pourcentage de la main-d'œuvre qualifiée l'auteur de cette théorie « s'efforce de préciser l'approche en étudiant les composants de l'écart technologique »²⁶.

Cette technologie offre la possibilité de prendre le contrôle de la production et de la vente de biens sur le marché mondial jusqu'à ce qu'elle soit adoptée par d'autres pays. Par conséquent, il est essentiel de mener de nouvelles recherches pour développer de nouveaux produits. Cette théorie soulève également des questions sur le rôle de l'État dans le commerce international.

- **La théorie de cycle de vie de Vernon²⁷**

Selon Raymond Vernon la vie d'un produit se divise en plusieurs étapes correspondant à plusieurs phases du commerce international, selon R.VERNON « tous les pays avancés ont accès aux connaissances scientifiques mais la transformation de celle-ci en innovation requiert la présence non moins des producteurs d'un marché vaste et riche sur lequel il soit possible de lancer le produit nouveau »²⁸, dans un premier temps le produit tout juste conçu dans un pays

²⁵ AUBIN C & NOREL PH. « Economie internationale, fait, théories et politiques », 1997, p40.

²⁶ AUBAIN C & NOREL PH, op.cit., p56.

²⁷ GUILLOCHON Vernon (1913-1999), est un économiste américain, connu pour sa théorie du cycle de vie du produit et pour son application au commerce international, Dans cette théorie développée en 1966.

²⁸ GUILLOCHON B, « Economie internationale » DUNOY 2006, p20.

riche doit être testé et le marché national est alors le plus indiqué d'autant qu' il est demandé par les consommateurs disposant de hauts niveaux de revenu.

3.2.2. La relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique

La relation entre le commerce et la croissance économique a fait l'objet de nombreuses études théoriques et empiriques qui ont examiné les effets des échanges internationaux sur le développement économique. Cette littérature, ancienne et riche, met en lumière les divers impacts du commerce international sur la croissance économique.

Dans cette section, nous explorerons les recherches théoriques et empiriques menées par les économistes pour comprendre la relation entre le commerce international et la croissance économique. Nous examinerons ensuite comment l'ouverture commerciale peut influencer la stabilité de la croissance économique.

3.2.2.1. Travaux théoriques

David Ricardo, au 19^{ème} siècle, par sa théorie des avantages comparatifs, a démontré que plus un pays était ouvert, plus cela lui permettait de réorienter ses ressources vers des secteurs plus efficaces et d'améliorer son bien-être. Les théories qui suivirent sont venues confirmer ces gains, en plus de rajouter ceux liés à la rémunération des facteurs de production.

Cependant, même dans les nouvelles théories du commerce international qui prend en compte des rendements d'échelle et la concurrence imparfaite, les gains restent statiques. C'est dans la théorie de la croissance qu'on peut alors venir chercher les gains dynamiques²⁹.

Les modèles de la croissance néoclassiques, issus du modèle Solow (1957), assument que le changement technologique est exogène. Dans un tel cadre, les politiques commerciales d'un pays ne peuvent donc pas être considérées comme un élément affectant sa croissance.

Depuis le débat des années 1990, les nouvelles théories de croissance considèrent le changement technologique comme étant endogène. Il devient alors possible de combiner la nouvelle théorie du commerce international et celle de la croissance endogène.

Grossman et Helpmann (1991) démontrent que l'ouverture permet d'augmenter les importations domestiques de biens et services qui incluent des nouvelles technologies.

²⁹ Nadia. L. (2005), « L'impact du degré d'ouverture sur la croissance économique : cas de six pays d'Afrique de l'Ouest », Thèse de doctorat, Université de Montréal, p07.

Grace à l'apprentissage par la pratique et le transfert des technologies, le pays connaît un progrès technologique, sa production devient plus efficiente et sa productivité augmente. On s'attend alors que les économies plus ouvertes croissent à un rythme plus rapide que celles plus protectionnistes. Cependant, les auteurs rajoutent que ces gains dépendent de plusieurs facteurs, dont la situation initiale. Cette dernière détermine la nature de la spécialisation du pays dans le long terme et donc son taux de croissance l'ouverture d'une petite économie peut la conduire à se spécialiser dans un secteur de faible croissance, contribuant plutôt à laisser le pays dans le sous-développement. Dans ce cas, le pays devrait adopter des politiques protectionnistes durant les premières étapes de son développement, pour ensuite opter pour des politiques d'ouverture appropriées.

Selon l'étude de **LEVINE** de **RENELT** (1992), la relation de causalité entre l'ouverture et la croissance se fait à travers l'investissement. Si l'ouverture au commerce international permet l'accès à des biens d'investissement, cela mènera une croissance de long terme. Un pays libéralisant ses échanges s'attirera des flux d'investissement étranger. Cependant, cela risque d'engendrer une baisse de l'investissement domestique due à une plus forte concurrence internationale et l'effet net reste alors ambigu.

GROSSMAN et **HELPMAN** (1992) montre également qu'un pays protégeant son économie peut stimuler sa croissance. Cela est possible dans le cas où l'intervention gouvernementale encourage l'investissement domestique selon les avantages comparatifs du pays.

Pour **BATRA** (1992) et **LEAMER** (1995), la libéralisation des échanges réduit les tarifs, et par conséquent, diminue le prix relatif des biens domestiques manufacturés. Ces biens deviennent moins attirants que les biens étrangers, et l'économie domestique peut alors subir une perte.

Néanmoins, même si ces travaux encouragent des politiques protectionnistes sous certaines conditions, aucun n'encourage la protection comme stratégie de développement à long terme. La protection est vue comme une stratégie de court terme afin de préparer adéquatement l'économie à l'ouverture de ses marchés.

D'autres travaux, comme ceux de **GROSSMAN** et **HELPMAN** (1991), **ROMER** (1990) et **RIVERA-BATIZ** et **ROMER** (1991), portent leur attention sur les implications à long terme de l'intervention gouvernementale dans le commerce, ils considèrent l'innovation comme source de croissance et encouragent donc des politiques d'ouverture. Dans leurs modèles, les

gains de libre-échange proviennent principalement des effets d'échelle véhiculés à travers la recherche et développement. L'innovation générée contribue à augmenter le stock de la connaissance et le transfert de technologie.

Malgré l'incertitude persistante dans les études théoriques quant à l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique, les recherches empiriques ont tendu à converger vers une conclusion commune : l'effet de l'ouverture commerciale est généralement favorable à la croissance économique.

3.2.2.2. Travaux empiriques

Les travaux empiriques de [Edward, 1989-1993]³⁰ ont confirmé l'existence d'un lien étroit entre l'ouverture commerciale et le taux de croissance. L'estimation DE [BALDWIN ET SEGHEZZA, 1996]³¹ confirmée par celle de [Lee 1993-1994] ont prouvé que l'ouverture influence positivement la croissance à travers les externalités positives induites par l'investissement. En revanche les travaux de [COE et MOGHANEM, 1993]. [COE ET HELPMAN 1995]³², R.BRECHER, C.EHSMAN ET S.LAURANCE, 1996] ont démontré que le stock en R &D et l'échange de technologie conditionne l'essor de la croissance des pays industrialisés (Etats- Unis, France, Canada.....etc.). Par ailleurs [L FONTAGNE ET J GUENIN, 1997] indiquent que les conditions internes d'un pays déterminent l'effet de l'ouverture sur sa croissance. En effet, dans un pays si certaines conditions sont remplies, capital humain qualifié par exemple, l'ouverture stimule sa croissance dans la mesure où elle renforce la réaction du pays face aux chocs extérieurs. Par ailleurs le travail réalisé par [Busson et Villa (1997) à partir de 57 pays industrialisés et en développement sur la période 1967-1991 confirme l'importance de l'ouverture commerciale dans la croissance économique.

³⁰ Edward. S. (1998), « Openness productivity and Growth: what do we really know? » The Economic Journal? Vol08, Issue 447, P (383-398)

³¹ BALDWIN, R.E and SEGHEZZA.E.(1996), « Growth and European Integration : Towards an Empirical Assessment » Centre for Economic Policy Research, CEPR Discussion Paper ; N°1393, P.36

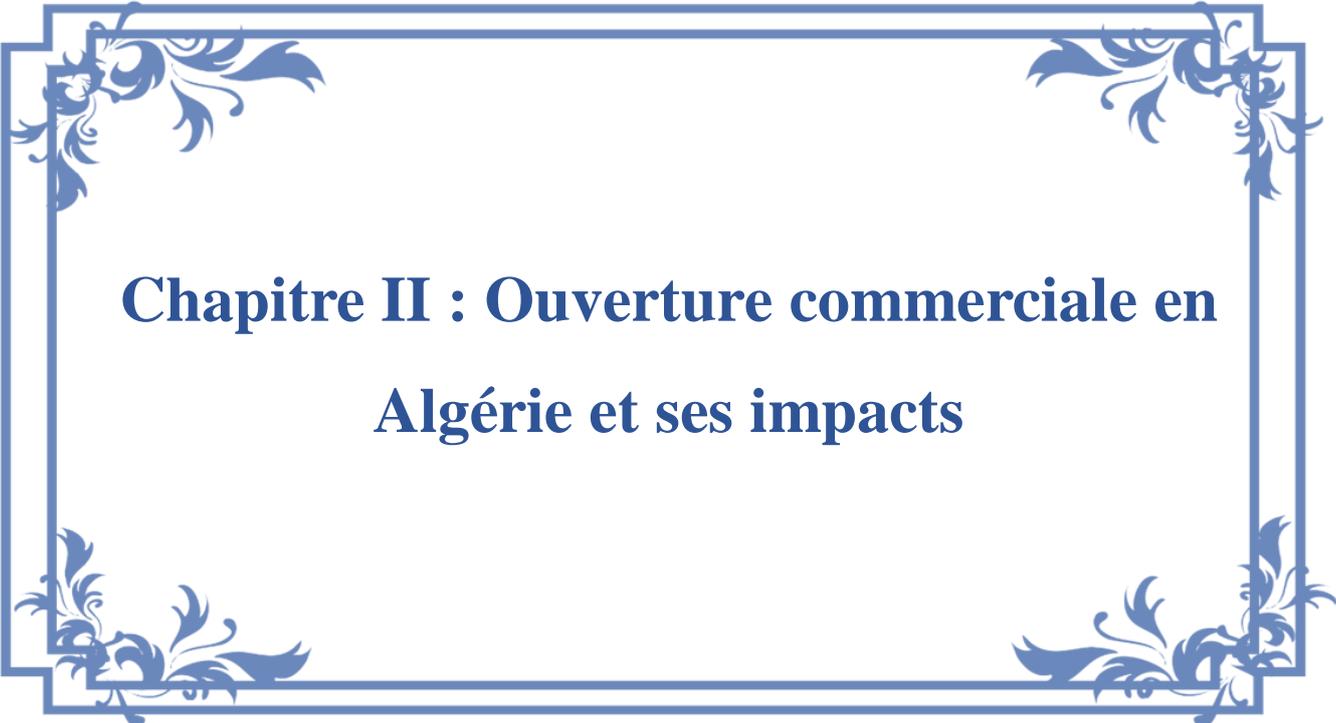
³² DAVID T.COE, E HELPMAN (1995), « International R&D spillovers» European Economic Review, Vol.39, Issue 5, P.859-887.

Conclusion

Depuis le milieu du 20^{ème} siècle, l'économie mondiale a subi des transformations majeures marquées par une augmentation des échanges et une ouverture croissante des économies grâce à l'adoption généralisée des économies de marché. L'ouverture au commerce mondial est un élément clé des évolutions de l'économie mondiale, suscitant un débat entre deux points de vue opposés. D'un côté, les partisans du libre-échange mettent en avant les avantages de l'ouverture, favorisant une spécialisation internationale qui accroît la productivité des pays participants au commerce. D'un autre côté, les défenseurs de l'intervention publique prônent la protection du commerce extérieur en avançant divers arguments tant internes qu'externes.

De nombreuses analyses ont contribué au développement du concept de croissance économique, en particulier l'approche néoclassique présentée par Solow-Swan en 1956. Cependant, au cours des années 80, cette approche traditionnelle a été enrichie pour répondre aux critiques formulées par la théorie de la croissance endogène, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives dans le domaine de l'économie de la croissance.

Plusieurs économistes ont mené des études théoriques et empiriques pour explorer la relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique. Les recherches théoriques n'ont pas abouti à une conclusion claire sur cette relation, tandis que les études empiriques ont montré un impact positif. Cependant, ces travaux empiriques sont confrontés à des défis méthodologiques, notamment le choix de l'indicateur d'ouverture. Si l'existence d'un impact positif et significatif de l'ouverture sur la croissance économique est établie de manière indiscutable, cela pourrait encourager les gouvernements des pays en développement à mettre en place des politiques de libéralisation commerciale pour améliorer leur situation.



Chapitre II : Ouverture commerciale en Algérie et ses impacts

Introduction

Les années 90 ont marqué un tournant majeur pour l'Algérie, symbolisé par son abandon de l'idéologie socialiste au profit d'une orientation vers l'économie de marché, plaçant ainsi le pays dans une situation délicate en termes de progrès économique et social. Parmi les faits marquants de cette période sur le plan international, on retiendra la conclusion par l'Algérie d'un accord d'association avec l'Union Européenne (UE). Actuellement, l'Algérie est partie prenante de deux accords d'association avec l'UE et la Zone Arabe de Libre-échange (ZALE), bien qu'elle ne soit pas encore membre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), malgré des négociations en cours en vue de son adhésion.

L'histoire du commerce extérieur de l'Algérie peut être divisée en deux périodes distinctes : la phase de planification économique et la phase de libéralisation du commerce international. Après l'indépendance, le gouvernement algérien a pris le contrôle de l'organisation du commerce extérieur en réglementant strictement les mouvements de marchandises entrantes et sortantes.

Ce chapitre se concentre sur l'analyse du commerce extérieur en Algérie afin d'observer la transformation des échanges internationaux, suite au passage de l'Algérie d'une économie fermée à une ouverture progressive de ses échanges. Il est divisé en trois sections : la 1^{ère} section porte sur les politiques du commerce extérieur : évolution et perspectives, la 2^{ème} section traite l'évolution des échanges extérieurs de l'Algérie et enfin la 3^{ème} section porte sur l'impact de l'ouverture commerciale sur les activités productives.

Section 1 : Politique du commerce extérieur : évolution et perspectives

L'Algérie, à l'image d'autres nations en développement, a progressivement abandonné ses politiques protectionnistes au profit d'une ouverture de son commerce extérieur. Cette évolution a pris un tournant significatif à partir de la signature de l'accord de "stand-by" avec le Fonds monétaire international en 1993. L'une des conditions clés de cet accord était en effet la libéralisation du commerce extérieur, un processus désormais irréversible. Dès lors, tant les acteurs publics que privés ont pu accéder plus librement aux devises officielles pour leurs transactions internationales. Parallèlement, l'État a maintenu ses efforts pour soutenir les industries nationales, notamment en mettant en place des mesures visant à moderniser et renforcer leur compétitivité face à la concurrence étrangère.

1.1. La stratégie commerciale de l'Algérie

Les politiques et les pratiques commerciales ont connue dans leur évolution essentiellement quatre phases :

1.1.1. La période pré-indépendance (avant 1962)

Le commerce extérieur algérien était le reflet du régime colonial :

- Spécialisation dans l'exportation de produits agricoles, puis d'énergie à la fin des années 1950 ;
- Importations d'inputs et biens de consommation durable ;
- Industrie : faibles capacités installées ;
- Organisation commerciale libérale liée fortement au pouvoir colonial.

1.1.2. Le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur

Selon Smail Goumeziane : « Les échanges extérieurs de l'Algérie étaient profondément marqués par la stratégie de développement menée, tambour battant, par un état omniprésent, acteur quasi exclusif de la vie économique, politique et sociale. Ainsi les offices publics de commerce extérieur sont mis en place dès 1963, puis des sociétés nationales d'importation sont créées en 1969, et enfin l'émergence de grandes sociétés industrielles publiques, résultat de l'industrialisation tous azimuts menés au début des années 70, abouti à leur confié le monopole d'importation pour les produits relevant de leur domaine d'activité. Cette organisation et consacrée par la loi 78/02 relative à l'exercice du monopole de l'état sur le commerce extérieur »³³

Les premiers fondements du monopole de l'État sur le commerce extérieur ont été mis en place durant le plan quadriennal (1970-1973), mais c'est avec la loi 78-02 que fut consacré le caractère exclusif de la nationalisation du commerce extérieur. Par ce nouveau cadre législatif, l'État se réservait l'exercice exclusif du monopole d'importation et d'exportation des biens, fournitures et services de toute nature. Les transactions commerciales ne peuvent être conclues que par un organisme d'État, mandataire d'un monopole. Ces organismes sont chargés de la mise en œuvre du monopole sur le commerce extérieur. Il en résulte ainsi que le secteur privé est exclu du champ du commerce extérieur³⁴.

³³ Smail Goumeziane, « L'incontournable libéralisation » dans confluences méditerranée, n°11 , Eté 1994,p.39

³⁴ ARDJOUN I (2010). « Ouverture et libération de l'économie algérien : Quel impact sur la gouvernance des entreprises agroalimentaires ? Cas de la wilaya de Bejaia.

Chapitre II : Ouverture commerciale en Algérie et ses impacts

À cet effet, il y a eu l'institution des PGE (Programme Général d'Exportation) et des PGI (Programme Général d'Importation) pour l'exercice du commerce extérieur et son organisation selon les besoins du marché national. De manière générale, outre son aspect innovateur et l'élimination des intermédiaires, la loi 78-02 visait les objectifs suivants :

- Satisfaire en priorité les besoins fondamentaux du marché et protéger la production nationale ;
- Assurer l'équilibre des échanges extérieurs et leur diversification ;
- Assurer l'indépendance de l'État par la nationalisation du commerce extérieur, des banques, des assurances, des transports et des activités liées au commerce extérieur.

Par ailleurs, la loi 78-02 a été suivie par le décret 84.390.

Celui-ci a énuméré les entreprises par secteur d'activité économique ainsi que les produits à importer par les organismes de chaque secteur.

Toutefois, l'année 1986 apparaît pour l'Algérie comme l'année charnière du fait de la chute du cours de pétrole. En effet, les conséquences néfastes de cette crise ont montré les limites et les lacunes du système de monopole de l'État sur le commerce extérieur en tant que mode d'organisation.

1.1.3. La libéralisation du commerce extérieur

Il faut attendre le début des années 1990 pour avoir les premiers signes en direction d'une véritable rupture, en effet, pour la première fois, il ne sera plus question de programme général du commerce extérieur, ni d'allocation formelle de budget-devises. Le budget-devises est remplacé par un plan de financement externe transmis à titre indicatif, le principe fondamental étant que le commerce extérieur est une relation banque-opérateur. Ce principe n'est toutefois consacré par aucun texte officiel et aucun mode opératoire n'est affiché.

Une période d'hésitation et de vide organisationnel s'ensuit ; rien ne vient concrètement se substituer à l'ancien dispositif.

En effet ce n'est qu'en août 1990 qu'une première mesure concrète et partielle allait voir le jour suivi en février 1991 par une deuxième qui consacrait la libéralisation totale du commerce extérieur, une libéralisation qui s'est faite en deux étapes :

1.1.3.1. Etape restrictive

Cette première ouverture du commerce extérieur est qualifiée « de restrictive » par l'interdiction des importations sans paiement ouvert en faveur du secteur privé ne concernant pas la revente en l'état.

Cette ouverture instituée par l'article 41 de la loi de finances complémentaire pour 1990 revêtait un caractère restrictif et partiel dans la mesure où :

- ✓ Elle concernait une catégorie d'opérateurs appelés concessionnaires et grossistes ;
- ✓ Elle faisait appel à un mouvement de capitaux dans la mesure où le règlement des marchandises devait s'imputer obligatoirement sur un compte-devises ;
- ✓ L'importation ne concernait pas toutes les marchandises ; une liste restrictive était établie par l'Etat ;
- ✓ L'activité de ces concessionnaires et grossistes était soumise à agrément préalable de la banque d'Algérie et non de l'administration du commerce ;
- ✓ Enfin, ledit agrément est subordonné à l'engagement d'investir ultérieurement dans la production des biens ou services.

1.1.3.2. Etape de libéralisation totale

Cette seconde phase sera lancée par le décret exécutif datant de février 1991 qui concerne les modalités d'intervention dans le domaine du commerce extérieur.

Ce décret a établi la liberté totale d'intervention dans le commerce extérieur, à condition que l'opérateur soit immatriculé en tant que grossiste au registre de commerce, indépendamment de son statut et du type de marchandise importée.

Cependant, pour les produits de grande consommation, il était obligatoire de respecter un cahier des charges établi par l'administration du commerce avant de les importer. Dans le cadre de sa mission de régulation, l'État devait s'assurer, en tant que suivi du marché, que cette catégorie de produits, souvent subventionnée à l'époque du monopole, était disponible en quantité suffisante.

1.1.4. La libéralisation du commerce extérieure (Dans le cadre d'association, OMC, UE, PAS, Maghreb)

Pour dynamiser sa croissance et bénéficier des avantages d'IDE en termes de transfert technologique et de savoir-faire, l'Algérie a toujours considéré l'ouverture commerciale comme un facteur stratégique et a toujours constitué un élément central dans toute politique de développement.

Pendant les années 90, l'Algérie a entamé sa transition vers l'économie de marché, de ce fait, la libéralisation de son commerce extérieur a été l'une des premières étapes de cette transition et qu'a été mené d'une manière plus au moins dynamique avec la mise en place du PAS malgré certaines lacunes.

1.1.4.1. L'adoption du PAS en Algérie

En 1994, un tournant majeur a été pris dans la politique économique et financière du gouvernement, marqué par une perte de marge de manœuvre qui a conduit deux administrations successives, dirigées par Réda Malek et Mokdad Sifi, à mettre en place un Programme d'Ajustement Structurel (PAS) sur quatre ans, sous l'égide totale du FMI. Les ministres des finances de ces gouvernements étaient d'anciens collaborateurs de la Banque Mondiale, chargés de mettre en œuvre cette réforme économique.

L'accord signé en mai 1994 avec le FMI conduit les créanciers de l'Algérie, entraînés par la France, à apporter un soutien financier massif et sans réserve au gouvernement Algérien.

Les recommandations du FMI sont les suivantes :

- Dépréciation du dinar de 50% par rapport au dollar ;
- Instauration du flottement dirigé en 1994 ;
- Création de bureau de change 1996 ;
- Elimination de toute interdiction d'exportation sauf pour les objets historiques, artisanaux ou archéologiques en 1994 ;
- Libéralisation des importations du matériel professionnel et industriel d'occasion, élimination de la liste d'importations interdite en 1994 ;
- Autorisation de paiement aux fins de santé et d'éducation à l'étranger, et pour les dépenses non touristiques par la Banque d'Algérie aux délais des plafonds et aux délégués des banques commerciales à concurrence de plafonds respectifs fixés en 1995-1996 ;

- Elimination des critères d'importation techniques et professionnels pour certains produits tels que (le lait, le blé) ;
- Elimination de l'échéance obligatoire pour les paiements d'importations des biens d'équipement à l'étranger³⁵.

Le plan d'ajustement structurel n'as pas mis fin à la crise économique et sécuritaire (1992-1994) au contraire, il a aggravé la réduction des revenus réels des algériens, la disparition des entreprises publiques et l'augmentation du chômage, cela hors du choc pétrolier³⁶.

1.1.4.2. La volanté d'accéder à l'OMC

En réalité, l'Algérie a formulé sa première demande d'adhésion en juin 1987 dans le cadre des négociations pour rejoindre le GATT, qui a ensuite été transféré à l'OMC. Le premier aide-mémoire a été présenté au groupe de travail en juillet 1996. À cette époque, en raison de la crise de la dette extérieure, l'Algérie était soumise aux Plans d'Ajustements Structurels (PAS) imposés par le FMI et la Banque Mondiale. Le passage du GATT à l'OMC a entraîné de nouvelles mesures plus significatives et complexes par rapport à celles de 1987. Malheureusement, la demande d'adhésion n'a pas été bien accueillie à cette période.

Cet accord vise trois objectifs principaux³⁷ :

- ✓ La diversification des échanges afin de sortir d'une spécialisation étroite, la libéralisation du commerce extérieur constituant la condition première de cette diversification à moyen et long terme des exportations et de la production ;
- ✓ Le relèvement du niveau général de la compétitivité industrielle afin de mieux préparer les industries à affronter les effets de la concurrence internationale ;
- ✓ La maîtrise et le contrôle des importations des produits alimentaires.

Malgré la demande d'adhésion à l'OMC, l'Algérie n'a pas connu de changements significatifs dans son activité économique et son commerce extérieur. Le pays est resté fortement tributaire du secteur des hydrocarbures, sans parvenir à diversifier son économie.

³⁵MAHOUI Ahmed et Jean Robert Henry : « où va l'Algérie », édition Karthala et IREMAN, Paris, 2001, p.176-177

³⁶ MEHDI Abbas : « L'ouverture internationale de l'Algérie. Apports et limites d'une approche en terme d'économie politiques du protectionnisme », Université de Grenoble, CNRS. Septembre 2011, p.10.

³⁷ Mehdi Abbas, op, cit, p.09.

L'adhésion de l'Algérie à l'OMC ouvrira la voie à de nombreux avantages pour le pays en développement, tels que l'intégration dans un système international de régulation, une meilleure protection contre les sanctions unilatérales des pays riches, une affirmation de son engagement en faveur de la libéralisation commerciale et une augmentation de la crédibilité des réformes. Cependant, cette démarche entraînera également des inconvénients, notamment la limitation de la capacité de l'État à soutenir les acteurs économiques nationaux face à la concurrence internationale³⁸.

1.1.4.3. L'accord d'association avec l'UNION Européen

L'accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne a été signé à Valence (Espagne) en avril 2002, et est entré en vigueur le 1er septembre 2005. Cet accord va au-delà de la simple création d'une zone de libre-échange, en incluant des aspects économiques tels que le volet commercial et la coopération économique et financière, ainsi que des dimensions politiques, sociales et culturelles essentielles pour un développement durable.

La mise en œuvre de l'accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne s'est déroulée sans heurts grâce à la préparation minutieuse du gouvernement. Un comité permanent a été mis en place pour superviser la préparation et le suivi de la mise en œuvre de l'accord, ainsi qu'une commission technique chargée de suivre la création d'une zone de libre-échange conformément aux dispositions de l'accord. Des mesures ont également été prises pour protéger la production nationale, ce qui a contribué à faciliter le processus de mise en œuvre.

Effectivement, l'accord d'association avec l'Union européenne a contribué à stimuler le développement économique et social en Algérie grâce à des programmes nationaux de soutien à la croissance et à la relance économique. Cette coopération a renforcé les échanges commerciaux entre l'Algérie et l'UE, avec plus de 60% des ventes d'hydrocarbures du pays étant destinées aux pays européens. De plus, plus de 65% des importations algériennes proviennent de l'UE, ce qui représente une part de marché significative dépassant les 52%. Cette relation commerciale joue un rôle crucial dans l'économie algérienne.

³⁸ Dufour, Forum national sur la promotion des exportations agricoles et agroalimentaires : « Accession de l'Algérie à l'OMC » : Le volet agricole, 13-14 septembre 2004.

1.1.4.4. L'accord d'association Maghrébine

Le Maghreb, situé à la croisée de l'Afrique, de l'UE et de l'Est du bassin méditerranéen, bénéficie d'une position géographique stratégique offrant un accès privilégié aux côtes de l'Atlantique et de la Méditerranée, ainsi qu'à des voies de transport terrestres essentielles. Dotée d'un potentiel naturel et humain considérable, la région possède des atouts indéniables pour son développement. Malgré ces richesses, le Maghreb demeure l'une des régions les moins intégrées du monde, un constat qui souligne le besoin d'une coopération renforcée pour exploiter pleinement son potentiel.

Les projets d'intégration des pays maghrébins ne datent pas d'hier, ils remontent à la période d'avant l'indépendance. Mais, ce n'est que vers la fin des années 80, exactement en 1989, que cette intégration soit concrète avec la création de « l'Union du Maghreb Arabe » (UMA) qui compte cinq pays : l'Algérie la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie.

La création de cette union avait pour objectif le renforcement des liens entre les Etats membres dans tous les domaines, politique, économique et socioculturel, afin de créer un ensemble économique régional intégré, lui permettant de disposer d'un poids important sur la scène internationale,

« Il s'agit de faire fructifier tout ce que les pays de la région ont partagé ou partagent encore en commun : l'histoire, la religion et la langue. Ce sont autant d'acquis qu'il faut conforter et utiliser de manière adéquate pour non seulement entretenir une dynamique de l'unité mais aussi pour les mettre en service d'une opération de construction de l'ensemble maghrébin »³⁹

Depuis le 16 mars 2010, la réunion d'Alger des différents ministres des finances a déclaré que cette banque n'est plus une simple proposition, mais elle devait commencer ses fonctions la même année. La banque est dotée au début d'une enveloppe de 500 millions de dollars qui serviront d'appui aux projets destinés à renforcer le commerce et le développement ; en vue de créer un marché unique, cette initiative est considérée comme une étape importante.

Depuis sa création en 1989, l'Union du Maghreb arabe (UMA) n'a pas réussi à concrétiser pleinement ses objectifs, avec des progrès limités dans le renforcement des relations entre les États membres et une stagnation des échanges économiques, qui

³⁹MAHIOI (a), l'union du Maghreb arabe : des états en quête de coopération, revu IDARA n°1, 1999, p.3

Chapitre II : Ouverture commerciale en Algérie et ses impacts

représentent seulement 3% du volume total du commerce extérieur, comparé à 60% avec l'Union européenne. Ce taux relativement bas contraste avec les performances remarquables d'autres grands groupes régionaux tels que le MERCOSUR avec 14,8% et l'ASEAN avec 21,6%. Le renforcement de l'intégration commerciale régionale des pays du Maghreb accompagné d'une mise en place d'une zone de libre-échange avec l'UE serait bénéfique mutuellement.

En effet, la suppression des obstacles existants au commerce entre les pays du Maghreb, l'ouverture des frontières et l'intégration de la région dans les réseaux de production mondiaux, serait une raison de développement d'un potentiel économique considéré comme nécessaire au développement de ces derniers.

Enfin, pour l'ensemble des pays maghrébins, l'objectif principale du projet de l'UMA peut être appréhendé de deux façon :

- ✓ Soit comme un moyen de se rapprocher du marché européen et profiter des avantages de l'UE.
- ✓ Soit comme un moyen de devenir une région économique capable de concurrencer les autres régions.

Section 02 : Evolution des échanges extérieurs de l'Algérie

Après avoir obtenu son indépendance, l'État algérien a décidé de prendre en charge et de contrôler les opérations de commerce extérieur ainsi que le monopole des hydrocarbures dans le but de protéger l'économie nationale.

Cette section sera scindée en quatre parties dont la première partie portera sur évolution de la balance commerciale de l'Algérie sur deux période (2011-2017) et (2017-2022) la deuxième sur évolution des échanges de l'Algérie par région économique sur les période (2010-2017) (2017-2022), et les deux dernières parties porteront sur structure des importations et des exportations par groupe d'utilisation sur période (2017-2022).

2.1. Evolution de la balance commerciale de l'Algérie

L'analyse de figure 1 sur l'évolution de la balance commerciale de l'Algérie, nous fait remarquer que pendant la période de 2011 à 2014, il y a eu un excédent commercial de 26 242 millions de dollars US en 2011, qui a diminué à 4 306 en 2014. Cette tendance s'explique par une augmentation des importations et une diminution des exportations au cours de cette

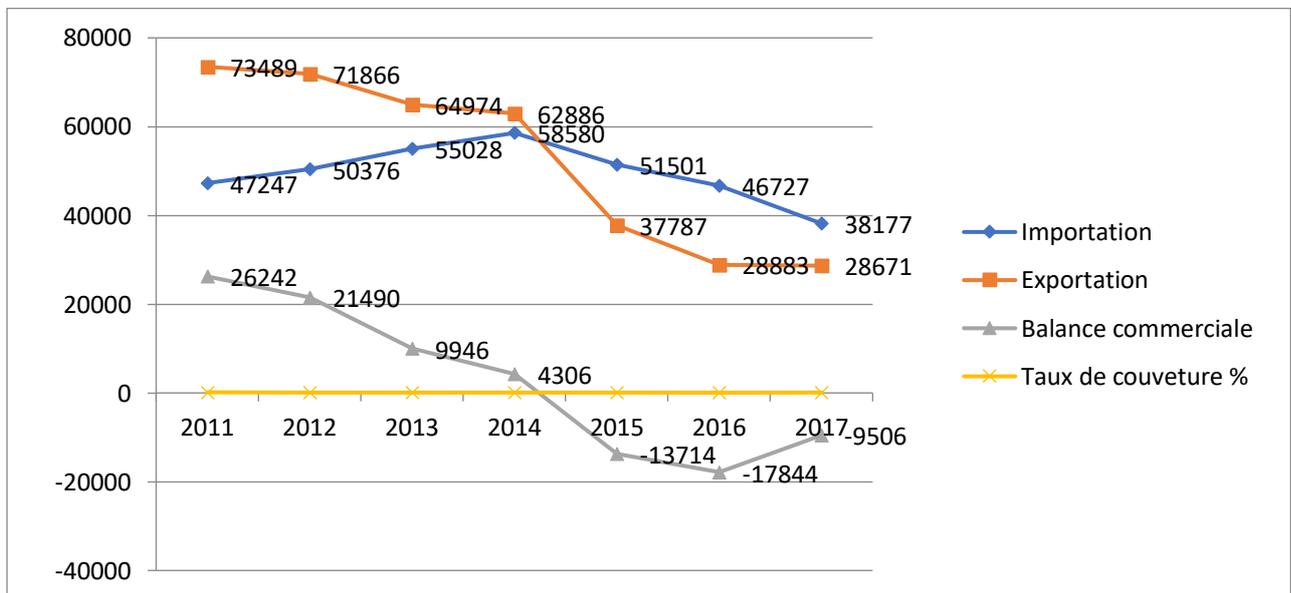
Chapitre II : Ouverture commerciale en Algérie et ses impacts

période, Par ailleurs, en termes de couverture des importations par les exportations, les résultats dégagent un taux de 156% en 2011 qui va diminuer jusqu'à 107% en 2014.

Entre 2015 et 2017, la balance commerciale a affiché un déficit fluctuant entre -17 844 et -9 506 millions de dollars US, contrairement à l'excédent enregistré en 2014. Cette situation découle de l'augmentation tant des importations que des exportations observées durant cette période, contribuant ainsi à ce déséquilibre commercial, En termes de couverture des importations par les exportations, les résultats dégagent un taux de 73% en 2015 contre 107% enregistré en 2014. et aussi pour l'année 2016 et 2017.

En 2017, le déficit de la balance commerciale algérienne a été réduit grâce à deux facteurs principaux : la hausse des prix des hydrocarbures et la continuation des restrictions sur les importations. Les exportations ont atteint 34,8 milliards de dollars US, en augmentation de 15,8% par rapport à 2016 (30 milliards de dollars US), tandis que les importations ont baissé à 46 milliards de dollars US, soit une diminution de 2,4% par rapport à l'année précédente (47,1 milliards de dollars US). Le déficit enregistré pour cette période s'est établi à 11,2 milliards de dollars US, en baisse de 34,4% par rapport à l'année précédente (17,1 milliards de dollars US).

Figure 02 : Evolution de la balance commerciale de l'Algérie (2011-2017) en MUSD.



Source : élaboré par nous même à partir des données du CNIS

Quant à l'analyse de la figure 2, nous distinguons que la balance commerciale de l'Algérie a été négative entre 2017 et 2020, ce qui signifie que le pays importait plus de

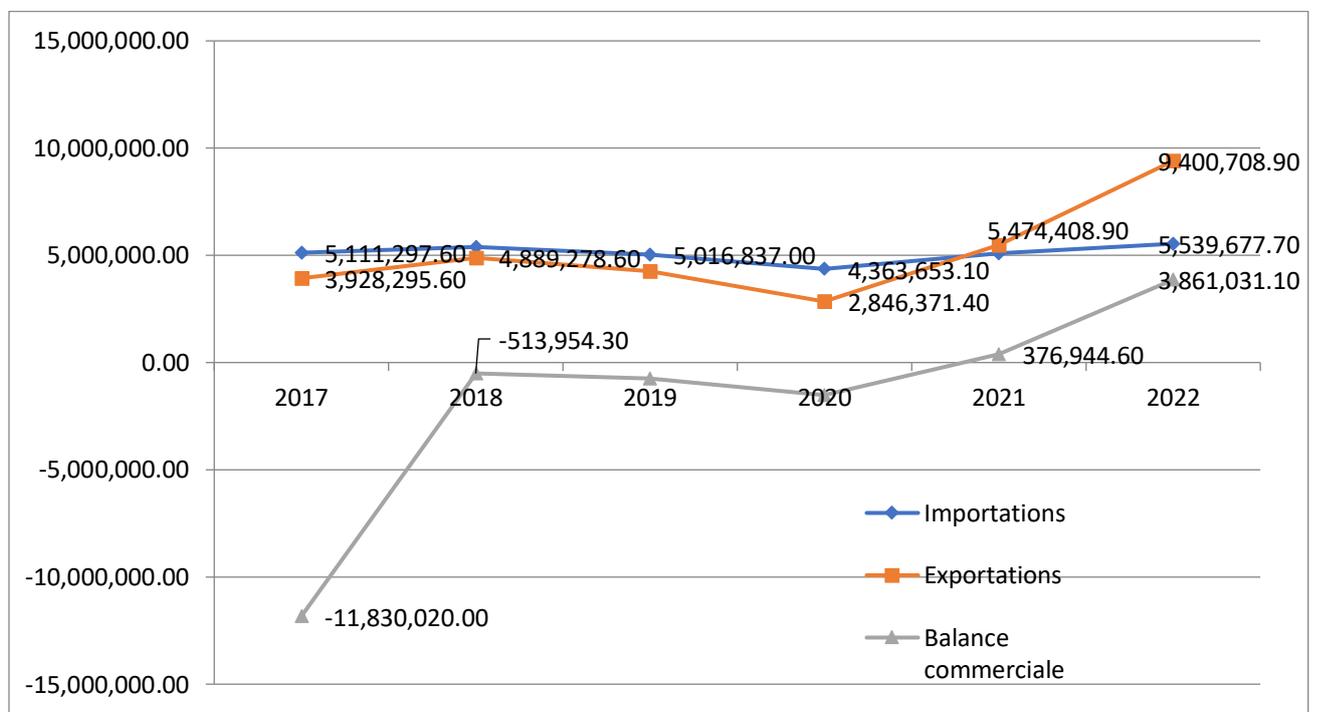
Chapitre II : Ouverture commerciale en Algérie et ses impacts

marchandises qu'il n'en exportait. Cependant, à partir de 2021, la balance commerciale est devenue positive, ce qui indique une amélioration de la situation économique du pays.

Le taux de couverture, qui mesure la capacité d'un pays à financer ses importations par ses exportations, a également fluctué au cours de la période. Il est passé de 76,9% en 2017 à 169,7% en 2022, ce qui montre une nette amélioration de la capacité du pays à couvrir ses importations par ses exportations.

En général, on peut dire que le commerce extérieur de l'Algérie a connu des fluctuations au cours de la période 2017-2022, mais qu'une tendance positive s'est dégagée à partir de 2021 avec une amélioration de la balance commerciale et du taux de couverture.

Figure 03 : Evolution de la balance commerciale de l'Algérie (2017-2022) en MUSD



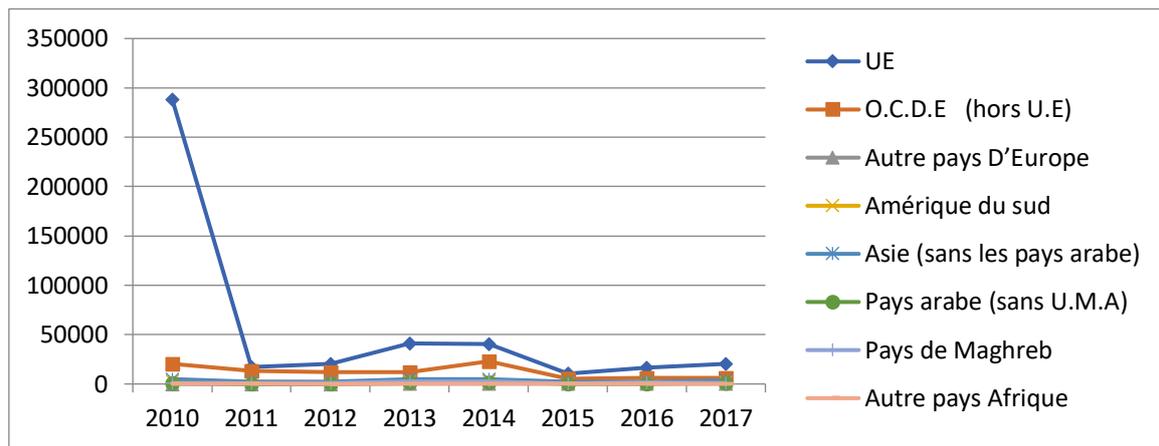
Source : élaboré par nous même à partir des données du CNIS

2.2. Evolution des échanges de l'Algérie par région économique

2.2.1. Evolution des exportations par région géographique

Les exportations algériennes ont été principalement orientées vers l'Union européenne au cours de la période 2010-2017, suivies de près par les pays de l'OCDE, les nations du Maghreb, l'Amérique du Sud, tandis que les échanges avec d'autres pays arabes et européens ont représenté une part plus modeste.

Figure 04 : Evolution des exportations algériennes par région économique (2010-2017) en (DA)



Source : Elaboré par nous même à partir des données du CNIS

La figure 4 illustre parfaitement le degré de compétitivité d'un pays en termes de répartition géographique des échanges commerciaux par région économique, le partenaire privilégié pour l'Algérie est l'UE.

-Les exportations vers l'Union Européenne ont connu une croissance importante tout au long de la période, passant de 2 273 millions de DA en 2017 à 5 898 millions de DA en 2022. Cette augmentation significative peut être due à une demande croissante pour les produits algériens dans cette région.

- Les exportations vers d'autres pays d'Europe ont également augmenté de manière constante, passant de 216 millions de DA en 2017 à 928 millions de DA en 2022. Cela pourrait indiquer une diversification des marchés européens pour les produits algériens.

- Les exportations vers l'Amérique du Nord ont fluctué au cours de la période, avec une hausse en 2018 et une baisse les années suivantes. Cela peut être lié à des facteurs économiques ou commerciaux spécifiques à la région.

-Les exportations vers l'Amérique Latine ont également varié, avec une tendance à la baisse après une augmentation en 2018. Cette évolution peut être influencée par des fluctuations dans la demande ou dans les conditions du marché.

- Les exportations vers le Maghreb ont augmenté de manière générale au cours de la période, ce qui peut refléter des opportunités croissantes de commerce intra-régional.

- Les exportations vers les Pays Arabes ont augmenté progressivement, passant de 87 millions de DA en 2017 à 109 millions de DA en 2022. Cela pourrait indiquer des relations commerciales renforcées avec ces pays.

Chapitre II : Ouverture commerciale en Algérie et ses impacts

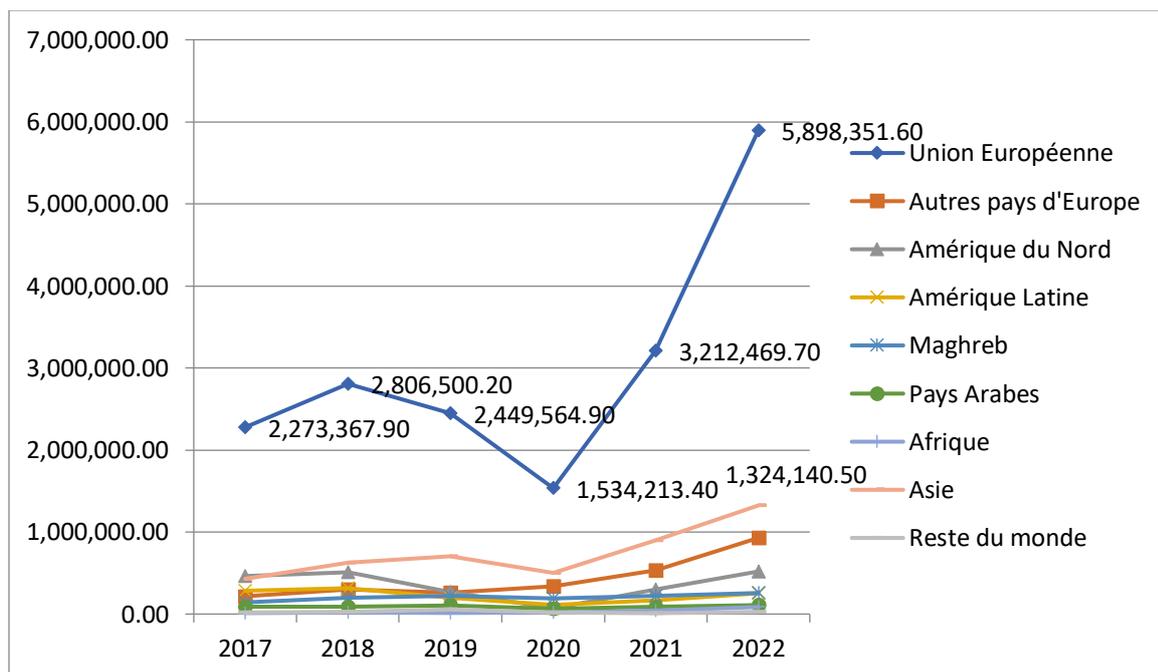
- Les exportations vers l'Afrique ont également connu une croissance significative, passant de 13 millions de DA en 2017 à 85 millions de DA en 2022. Cela peut être le résultat d'une collaboration accrue avec les pays africains.

-Les exportations vers l'Asie ont augmenté de manière constante, atteignant 1 324 millions de DA en 2022. Cette croissance peut être attribuée à une demande croissante pour les produits algériens dans la région asiatique.

-Les exportations vers le reste du monde ont fluctué au cours de la période, avec une légère augmentation en 2022. Cela peut être dû à des variations dans les marchés internationaux ou à des opportunités commerciales émergentes.

En résumé, l'évolution des exportations par région économique montre une tendance générale à la croissance pour la plupart des régions, ce qui peut indiquer un renforcement des liens commerciaux de l'Algérie avec divers partenaires internationaux.

Figure 05 : Evolution des exportations algériennes par région économique (2017-2022) en (DA)



Source : Elaboré par nous même à partir des données du CNIS

2.2.2. Evolution des importations par région géographique

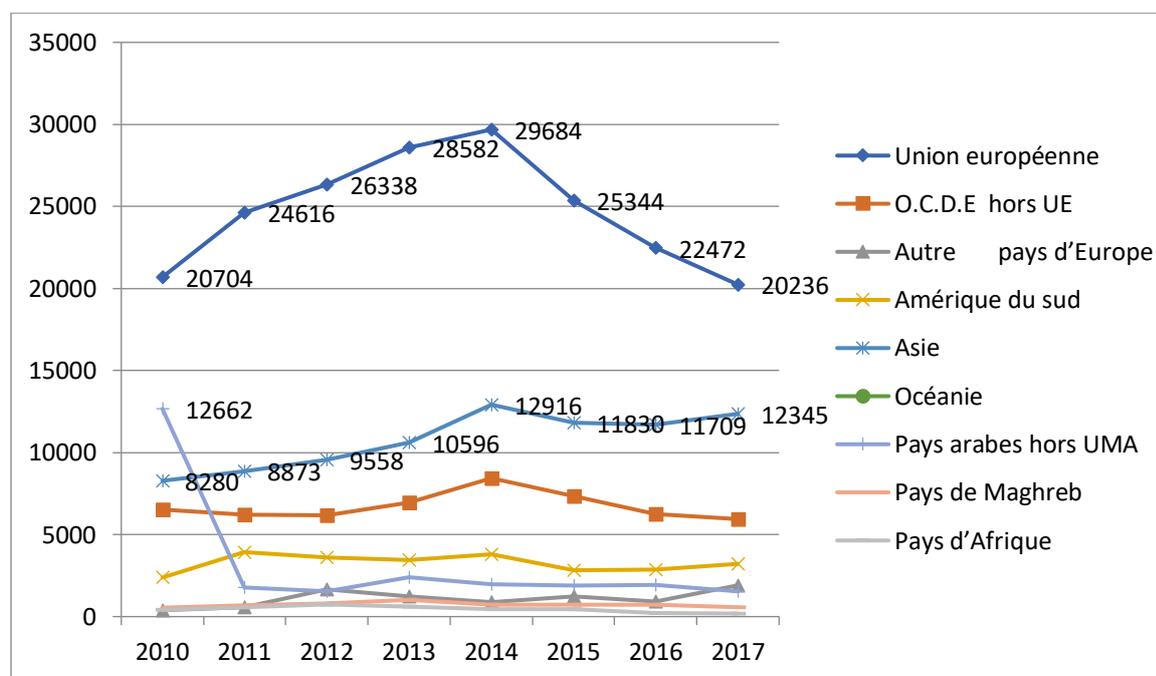
Chapitre II : Ouverture commerciale en Algérie et ses impacts

La figure 5 démontrant la répartition par régions économiques indique que les échanges extérieurs de l'Algérie sont principalement axés sur les pays de l'O.C.D.E en particulier avec l'Union européenne, qui demeure le principal partenaire commercial de l'Algérie.

Les échanges commerciaux de l'Algérie avec l'Union européenne, les pays d'Afrique et les pays de l'O.C.D. E ont connu une baisse entre 2010 et 2017. Le volume total des échanges avec ces régions économiques a diminué durant cette période.

Les échanges commerciaux de l'Algérie ont connu une croissance significative avec les autres pays d'Europe et les nations arabes, ainsi qu'avec l'Asie. En effet, le volume global des importations avec l'Asie a enregistré une augmentation remarquable, passant de 20,45% en 2010 à 27% en 2017.

Figure 06 : Evolution des importations algériennes par région économique (2010-2017) en (DA)



Source : élaboré par nous même à partir des données du CNIS

L'observation de la figure 6 sur l'évolution des importations entre 2017 et 2022, nous montre que les importations ont connu un essor considérable, passant de 5111297,6 millions DA en 2017 à 5539677,7 millions DA en 2022. Nous constatons que la plupart des importations Algériennes, sont essentiellement en provenance de l'UE.

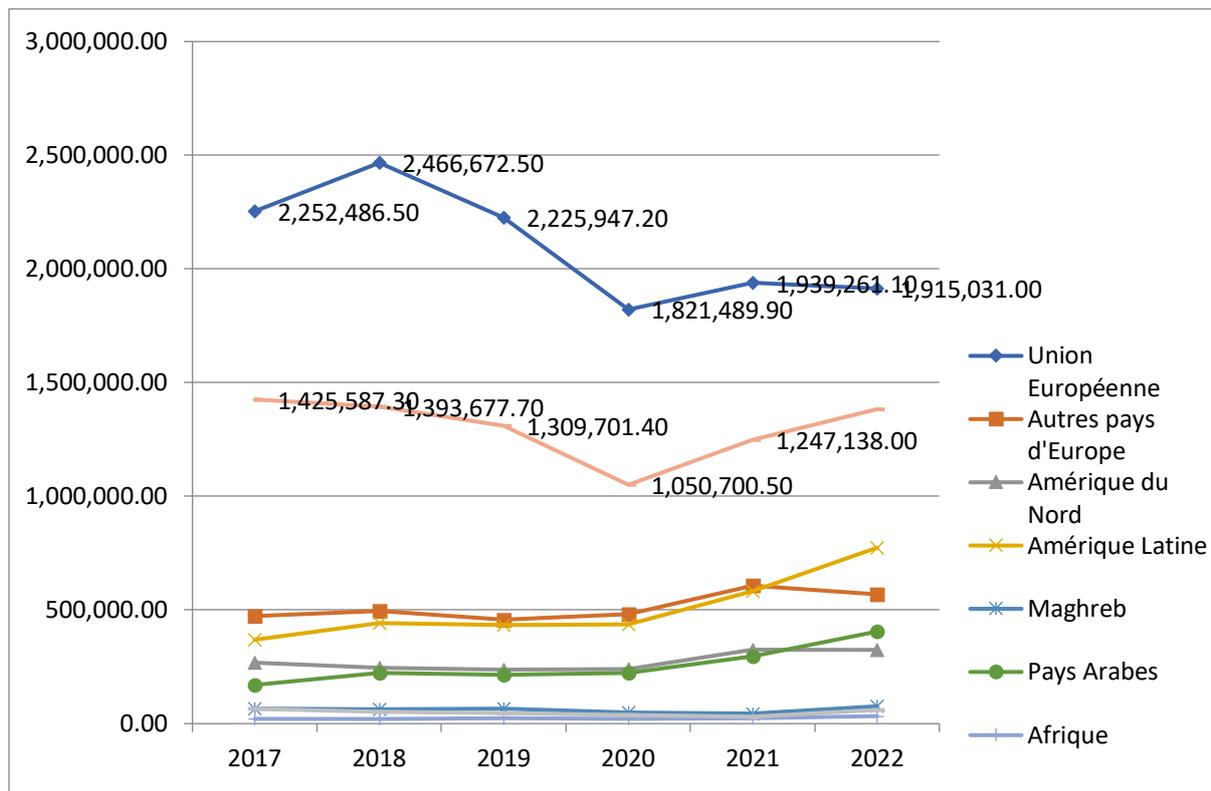
- L'Union Européenne reste le principal fournisseur de l'Algérie, représentant une part importante des importations totales, bien qu'il y ait une légère baisse entre 2017 et 2022.

Chapitre II : Ouverture commerciale en Algérie et ses impacts

- Les importations en provenance d'autres pays d'Europe ont augmenté de manière significative entre 2017 et 2022, avec une augmentation de plus de 200 millions de DA.
- Les importations en provenance d'Amérique du Nord ont fluctué au cours de la période considérée, avec une augmentation notable en 2022.
- Les importations en provenance d'Amérique Latine ont considérablement augmenté entre 2017 et 2022, avec une augmentation de plus de 400 millions de DA.
- Les importations en provenance des pays arabes ont également augmenté de manière significative entre 2017 et 2022, avec une augmentation de plus de 230 millions de DA.
- Les importations en provenance d'Afrique ont augmenté légèrement entre 2017 et 2022, avec une augmentation de plus de 10 millions de DA.
- Les importations en provenance d'Asie ont fluctué entre 2017 et 2022, avec une légère augmentation en 2022.
- Les importations en provenance du reste du monde ont augmenté de manière significative entre 2017 et 2022, avec une augmentation de plus de 50 millions de DA.

Les importations de l'Algérie ont évolué de manière dynamique entre 2017 et 2022, avec des augmentations notables en provenance de certaines régions économiques, telles que l'Amérique Latine, les pays arabes, l'Afrique et le reste du monde. Cependant, les importations en provenance de l'Union Européenne, qui reste le principal fournisseur de l'Algérie, ont légèrement diminué au cours de la période considérée.

Figure 07 : Evolution des importations algériennes par région économique (2010-2017) en (DA)



Source : élaboré par nous même à partir des données de CNIS

2.3. Structure des importations de l'Algérie par groupe d'utilisation (2017-2022)

L'analyse de la figure 7 sur l'évolution de la structure des importations algériennes entre 2017 et 2022 montre qu'il y a des variations significatives dans différents secteurs à savoir :

- **Alimentation, boissons, tabac** : On observe une tendance à la hausse constante de ces importations, passant de 936 millions DA en 2017 à 1 542 625,7 MDA en 2022, indiquant une augmentation significative dans ce secteur.

- **Energie et lubrifiants** : Les importations dans ce domaine ont connu des fluctuations, avec une baisse marquée en 2020 et 2021, avant de remonter légèrement en 2022. Cela peut refléter des changements dans la consommation d'énergie et les fluctuations des prix sur le marché.

- **Matières premières, Produits bruts, Demi-produits** : Ces catégories montrent une tendance à la croissance, avec des importations en constante augmentation, notamment les demi-produits qui représentent une part significative des importations globales.

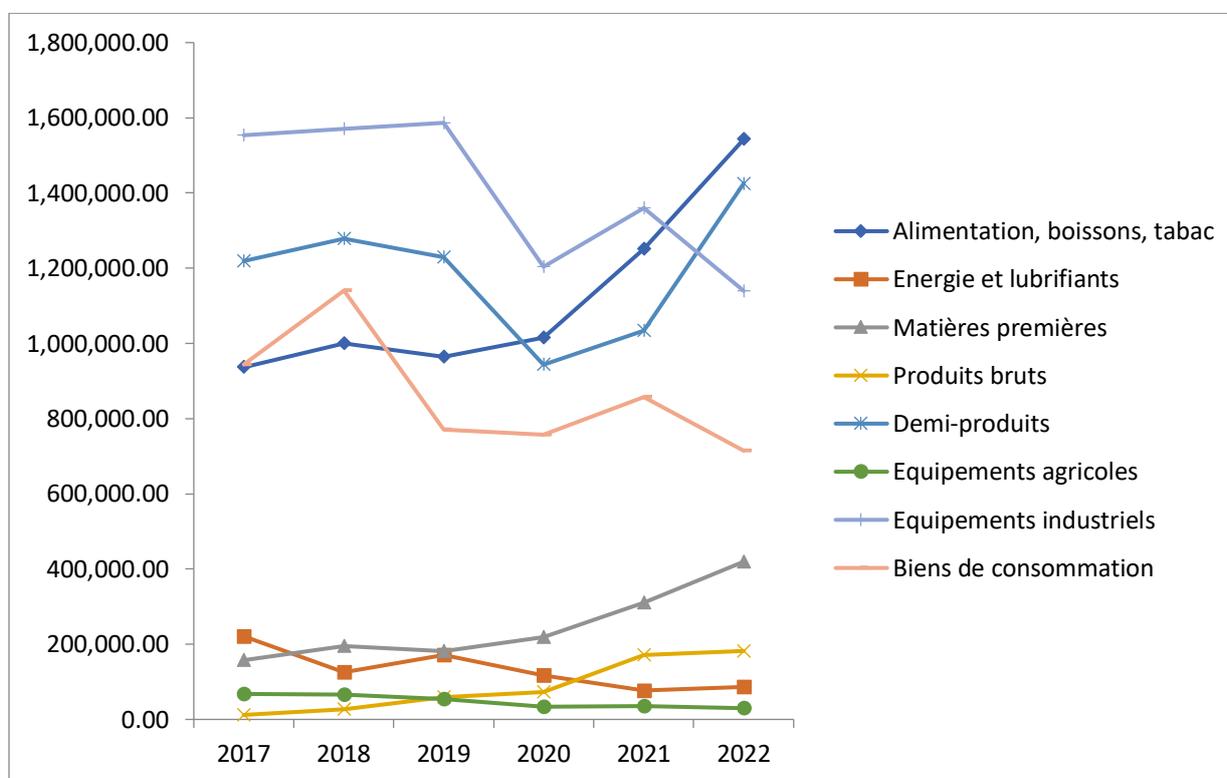
- **Equipements agricoles et industriels** : Les importations d'équipements agricoles ont diminué progressivement, tandis que celles d'équipements industriels ont connu des

variations, mais restent globalement élevées, soulignant l'importance de ces secteurs pour l'économie.

- Biens de consommation : Les importations de biens de consommation ont fluctué au fil Des ans, avec des hauts et des bas, indiquant des variations dans la demande et la disponibilité des produits sur le marché.

En résumé, ces données reflètent des évolutions dynamiques dans les importations algériennes, avec des secteurs clés tels que l'alimentation, l'énergie, les matières premières, et les équipements industriels jouant des rôles importants dans la structure globale des importations du pays.

Figure 08 : Evolution de la structure des importations algériennes (2017- 2022) (en DA)



Source : Etablis par nous même à partir des données de l'ONS

2.4. Structure des exportations de l'Algérie par groupe d'utilisation (2017-2022)

En 2017, les exportations algériennes étaient dominées par les produits alimentaires, boissons et tabac (38727,8 millions de dollars), suivies par l'énergie et les lubrifiants (3714,1 millions de dollars), les matières premières (1757,1 millions de dollars), les produits bruts (6344,6 millions de dollars), les demi-produits (156415,3 millions de dollars), les équipements agricoles (31,7 millions de dollars), les équipements industriels (8 619,3 millions de dollars) et les biens de consommation (2 255,9 millions de dollars).

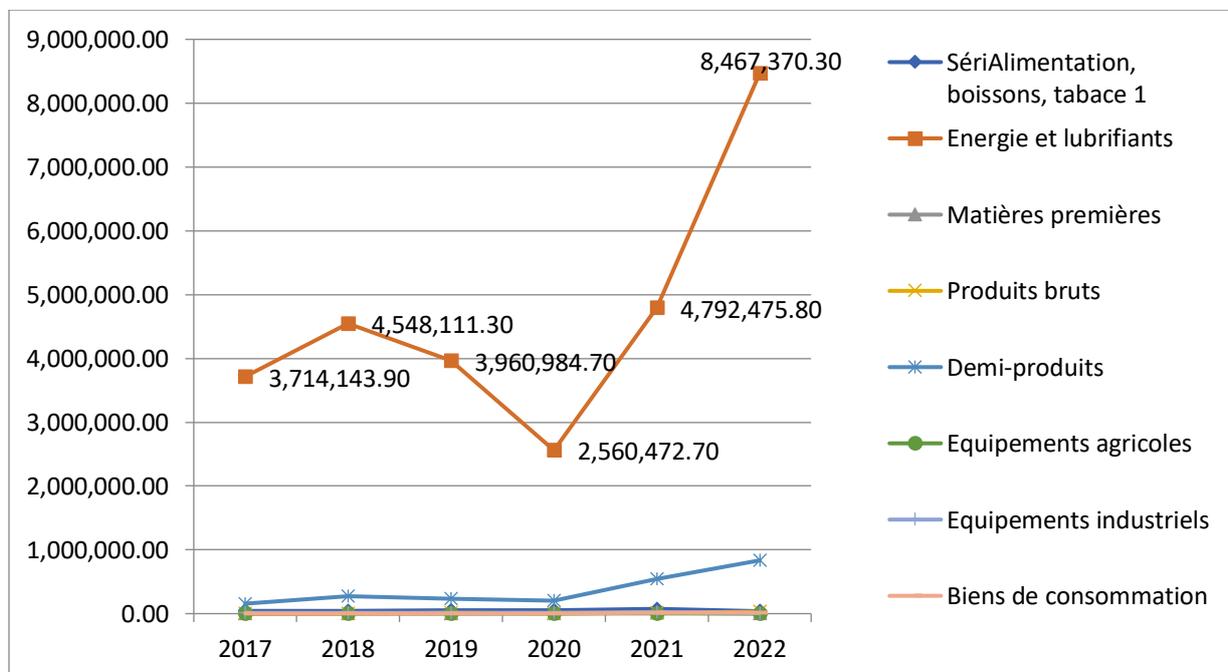
Chapitre II : Ouverture commerciale en Algérie et ses impacts

En 2022, les exportations algériennes ont atteint 68,4 milliards de dollars, soit une augmentation de 76,4 % par rapport à 2021. Cette hausse est essentiellement la conséquence d'une progression du prix des hydrocarbures, qui représentent 89,8 % du total des exportations algériennes. Le reste des exportations du pays (10,2 % en 2022) se compose de dérivés des industries pétrolières et gazières (engrais, ammoniac, huiles issues de la distillation des goudrons), de produits agroalimentaires (dattes, sucre) et d'autres produits.

En 2022, les principaux clients de l'Algérie étaient l'Italie (32,3 % du total), l'Espagne (12 %) et la France (10,5 %). Les importations algériennes ont atteint 35,9 milliards de dollars en 2022, en recul de 3,6 % par rapport à 2021. Les principaux fournisseurs de l'Algérie étaient la Chine (18,6 %), la France (14 %) et l'Italie (7,7 %).

Les exportations algériennes ont connu une forte augmentation entre 2017 et 2022, principalement en raison de la hausse des prix des hydrocarbures. Les exportations de produits alimentaires, boissons et tabac ont également augmenté, tandis que les exportations d'autres produits ont connu des évolutions variables. Les principaux clients de l'Algérie sont l'Italie, l'Espagne et la France, tandis que les principaux fournisseurs sont la Chine, la France et l'Italie.

Figure 10 : Evolution de la structure des exportations algériennes (2017- 2022) (en USD)



Source : Etablis par nous même à partir des données de l'ONS

Section 3 : L'impact de l'ouverture commerciale sur les activités productives

L'ouverture croissante de l'économie mondiale a entraîné des évolutions significatives et des changements constants dans le commerce international. L'Algérie, dont le commerce extérieur revêtait une importance capitale depuis longtemps, n'a pas été épargnée par ces évolutions. En signant un accord d'association avec l'Union européenne, l'Algérie s'est davantage intégrée à l'économie mondiale. L'objectif fixé lors des négociations pour un éventuel accord était la création d'une zone de libre-échange en 2017, soit 12 ans après son entrée en vigueur. Cependant, cette libéralisation a suscité un débat intense sur la capacité de l'Algérie à s'adapter à cette nouvelle conjoncture. Cette interrogation a poussé l'Algérie à demander à la partie européenne un rapport de trois ans. Ainsi, la création d'une zone franche de libre-échange a été repoussée à 2020. En libéralisant son économie, l'Algérie espérait attirer des investisseurs étrangers et promouvoir sa production locale.

3.1. L'impact de l'ouverture commerciale sur le secteur industriel

Depuis les années 80, l'Algérie a été confrontée à une désindustrialisation progressive. En ouvrant son économie, elle espérait relancer son secteur industriel. Malheureusement, les statistiques fournies par la direction générale des politiques et des prévisions indiquent que l'industrie algérienne a continué de décliner à partir de 2015. Ce déclin touche essentiellement le secteur public (tableau N° 04).

A partir du tableau N°04, La valeur ajoutée industrielle a été évaluée à 1230,8 milliards de DA en 2021 contre 1148,4 milliards de DA en 2020, soit un accroissement en termes nominaux de 7,2%. En volume, la croissance industrielle en 2021 connaît un rebond et affiche un taux de croissance de 5,3% après une année 2020 marquée par la baisse d'activité et qui avait reculé de 3,5%.

Tableau 1 : Evolutions annuelle de l'indice à la production industrielle du secteur public national 2015-2021(1989=base 100)

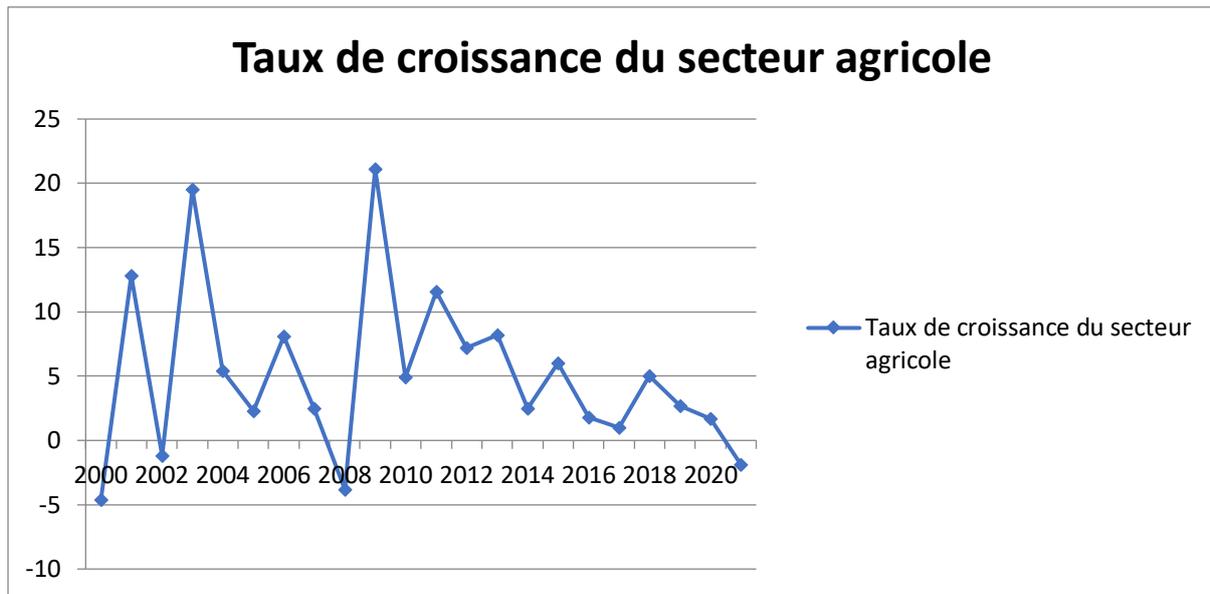
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Eau-énergie	442,9	453,7	485,8	487,9	520,4	505,4	245,6
Hydrocarbures	127,5	127,9	127,5	122,9	122,4	112,4	58,3
Mines et carrières	132,9	128,8	116,2	122,2	108,4	106	54,4
ISMMPE	52,3	50,8	47,6	42,8	48,7	32,3	16,9
Matériaux de construction	105,8	111,3	117,5	158	140	130,6	60,9
Chimie et plastiques	52	55	50,3	54,4	52,1	47,5	22,3
Industrie agroalimentaire et tabac	37,8	38,5	41,3	51,5	54,1	53,6	31,5
Industrie textiles	14	14,4	14,6	10,1	10	8	4,3
Industrie cuirs et chaussures	6,1	5,6	5,1	5,9	6,8	4,3	2,3
Industries bois et papier	12,9	17,1	19,2	20	17,1	13,6	7,2
Industries diverses	8,8	7,5	6	9,3	14,2	15,1	6,9

Source : Direction générale des politiques et des prévisions

3.2. Impact de l'ouverture commerciale sur le secteur agricole

L'impact de l'ouverture commerciale sur le secteur agricole est particulièrement difficile à évaluer dans la mesure où une partie de la production nationale agricole est issu du secteur informel et d'autre part, les pics de croissance enregistrés sont dus à une intervention massive de la part de l'état a travers les différents plans de relance. Nous essaierons donc d'analyser l'évolution du taux de croissance.

Figure 11 : Evaluation du taux de croissance du secteur agricole 2000/2021



Source : Etabli par nous-même sur la base des données de l'ONS

En 2021, le taux de croissance de l'agriculture est de -1,9% après une année 2020 caractérisée par une croissance appréciable de 1,7% en comparaison des performances de croissance des autres secteurs d'activités. En 2021 l'agriculture, notamment la production végétale a été fortement affectée par des conditions climatiques défavorables.

La production de céréales a été particulièrement affectée en 2021 avec une production de 27,8 millions de quintaux contre 43,9 millions de quintaux en 2020 soit une baisse de production de 36,6%. Il faut signaler que déjà en 2020 la production de céréales, même appréciable, avait baissé de 22,0% et la céréaliculture s'est éloignée des performances de l'année 2018 qui affichaient une production record de céréales de plus de 61 millions de quintaux.

La production végétale hors céréales affiche également une baisse de la production mais beaucoup moins importante que la production céréalière avec un taux de croissance négatif de 3,0 % entre 2021 et 2020. La production animale connaît une stagnation de son rythme de croissance en 2021 contre une croissance de 2,1% en 2020.

Conclusion

L'Algérie s'est montrée relativement dynamique sur le front de la politique commerciale ces dernières années. Après une période prolongée de protectionnisme et de contrôle exclusif du commerce extérieur, le pays a progressivement élargi son influence à partir des années 2000, se positionnant à divers niveaux, que ce soit régional, bilatéral, ou même dans une certaine mesure au niveau multilatéral.

À la fin des années 1980, suite à la mise en œuvre du programme d'ajustement structurel (PAS) en collaboration avec le FMI, l'Algérie a entrepris un vaste processus de réformes et de restructuration visant cette fois-ci la libéralisation de son économie. Cette orientation s'est matérialisée par la libéralisation du commerce extérieur en 1994, accompagnée d'autres mesures significatives. Ces actions ont été renforcées par l'adhésion de l'Algérie à l'OMC, un acteur majeur du libéralisme à l'échelle mondiale.

L'Algérie s'est également montrée attentive à la dimension régionale de la politique commerciale. Selon ses perspectives, l'adoption du processus de régionalisation représenterait un outil essentiel pour réduire la vulnérabilité du pays face aux divers chocs extérieurs, en particulier ceux associés aux fluctuations des prix des hydrocarbures, tout en consolidant sa position à l'échelle mondiale.

Enfin, Pour garantir une meilleure insertion dans l'économie mondiale et tirer parti d'une source de croissance potentielle (transfert de technologie, amélioration des compétences de la main-d'œuvre, IDE, etc.), il est essentiel que l'ouverture soit encadrée par une stratégie de développement globale définie par le pays. Les avantages positifs de toute ouverture commerciale se manifestent pleinement lorsque les économies nationales respectent un ensemble de conditions préalables.



**Chapitre III : Modélisation de l'impact de
l'ouverture commerciale sur la croissance
économique en Algérie**

Chapitre III : Modélisation de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

Introduction

Le troisième chapitre fera l'objet d'une étude empirique qui consiste en la modélisation de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie en utilisant la méthode de cointégration ARDL. Pour répondre à notre problématique, nous consacrerons la première section à l'étude de la stationnarité des différentes séries retenues en appliquant le test ADF, puis la deuxième section sera réservée à l'analyse multivariée des séries, en procédant à l'estimation et à l'interprétation des résultats du modèle ARDL retenu. Enfin, pour valider nos modèles, nous allons tester l'autocorrélation, l'hétéroscédasticité et la normalité des erreurs. Par ailleurs, nous utiliserons le test de stabilité (CUSUM, CUSUMQ) basés sur la régression récursive des résidus pour vérifier la stabilité de notre modèle.

Section 1 : Présentation des variables et étude de la stationnarité des séries de données.

Les données utilisées dans ce travail proviennent principalement de la base de données du centre national de l'informatique et des statistiques (CNIS) et de la Banque Mondiale. Elles ont une dimension annuelle et couvrent la période 1970-2022. Celles-ci sont transformées en logarithme de sorte que : 1) les paramètres estimés puissent être interprétés comme « élasticités de transmission de prix » ; 2) les variables soient mieux conformes aux hypothèses d'un modèle de régression linéaire (normalité, homoscedasticité,). L'analyse des données est effectuée essentiellement sur Eviews 12.

1.1. Le choix des variables

Dans notre travail, nous avons tenté de choisir au mieux les variables explicatives qui sont en corrélation directe avec la croissance économique en Algérie, le choix s'est effectué sur la base de la disponibilité des données. Nous avons finalement retenu comme variable à expliquer, le PIB (en millions de \$) et pour les variables explicatives : les importations (en millions de \$), les variables exportations (en millions de \$), les IDE (en millions de \$) et le taux de change (en %). Avant de commencer la modélisation, nous présenterons les abréviations que nous avons utilisées pour nos différentes séries de données :

Chapitre III : Modélisation de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

Variables	Définition
Lpib	Logarithme du PIB
LX	Logarithme des exportations
Lm	Logarithme des importations
Lide	Logarithme des IDE
Ltch	Logarithme du taux de change.

1.2. Application des tests de racines unitaires (test de DF et DFA):

Ici, il s'agit de voir l'application empirique sur les séries économiques, des différentes méthodes qui permettent de reconnaître la nature de la non stationnarité d'une série chronologique, et de voir si elles admettent une représentation de type TS (trend stationary) ou une représentation de type DS (different stationary), autrement dit, si la non stationnarité qui les caractérise est de nature déterministe ou stochastique au sens large. Cet examen est capital, du fait qu'il permet d'éviter les mauvaises surprises sur les résultats.

1.2.1. Application de test ADF à la série lpib:

Dans la pratique, on commence toujours par l'application du test DF sur le modèle général qui englobe tous les cas de figure, c'est à dire qui tient compte de toutes les propriétés susceptibles de caractériser une série, il s'agit du modèle [3]. Testons l'hypothèse selon laquelle la série lpib est non stationnaire (elle contient au moins une racine unitaire) contre l'hypothèse alternative de stationnarité.

L'estimation par MCO du modèle [3] appliqué à la série lpib nous donne les résultats suivants :

Chapitre III : Modélisation de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

Tableau 2 : Test ADF modèle (3) pour la série lpiib

Null Hypothesis: LPIB has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.228797	0.4641
Test critical values:		
1% level	-4.144584	
5% level	-3.498692	
10% level	-3.178578	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPIB)
 Method: Least Squares
 Date: 05/12/24 Time: 18:21
 Sample (adjusted): 1971 2022
 Included observations: 52 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	-0.146609	0.065779	-2.228797	0.0304
C	3.627986	1.605743	2.259382	0.0283
@TREND("1970")	0.003810	0.002044	1.863926	0.0683
R-squared	0.133845	Mean dependent var		0.031860
Adjusted R-squared	0.098492	S.D. dependent var		0.046265
S.E. of regression	0.043927	Akaike info criterion		-3.356598
Sum squared resid	0.094551	Schwarz criterion		-3.244026
Log likelihood	90.27155	Hannan-Quinn criter.		-3.313441
F-statistic	3.785944	Durbin-Watson stat		2.084269
Prob(F-statistic)	0.029586			

Source : Élaboré par nous même à partir des résultats d'Eviews 12

On remarque aussi que la valeur de la t statistique de la tendance est égale à (1,86) est inférieure à la valeur critique qui est 2,81 (voir table ADF en annexe n°04), donc on accepte l'hypothèse nulle ($H_0 : \text{trend}=0$). Par conséquent, on rejette la présence d'une tendance dans le modèle. On estime en conséquence le modèle [2], modèle avec constante et sans tendance déterministe. Les résultats sont donnés dans le tableau suivant :

Chapitre III : Modélisation de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

Tableau 3 : Test ADF modèle (2) pour la série lpib

Null Hypothesis: LPIB has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.975971	0.2962
Test critical values:		
1% level	-3.562669	
5% level	-2.918778	
10% level	-2.597285	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPIB)
 Method: Least Squares
 Date: 05/12/24 Time: 18:28
 Sample (adjusted): 1971 2022
 Included observations: 52 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	-0.026443	0.013382	-1.975971	0.0537
C	0.698680	0.337522	2.070027	0.0436
R-squared	0.072433	Mean dependent var		0.031860
Adjusted R-squared	0.053882	S.D. dependent var		0.046265
S.E. of regression	0.045001	Akaike info criterion		-3.326558
Sum squared resid	0.101255	Schwarz criterion		-3.251510
Log likelihood	88.49050	Hannan-Quinn criter.		-3.297786
F-statistic	3.904459	Durbin-Watson stat		2.226340
Prob(F-statistic)	0.053689			

Source : Élaboré par nous même à partir des résultats d'Eviews 12

On remarque que la série Lpib est un processus DS car la statistique du test ADF est égale (-1,97) supérieure à la valeur théorique qui est (-2,91).

On remarque aussi que la valeur de la t statistique de la constante est égale à (2,07) est inférieure à la valeur critique qui est égale à 2,56 (voir table ADF en annexe n°04) donc la constante n'est pas significative. Par conséquent, on rejette la présence d'une constante dans le modèle et on estime en conséquence le modèle [1], modèle sans constante et sans tendance déterministe. Les résultats sont donnés dans le tableau suivant :

Chapitre III : Modélisation de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

Tableau 4 : Test ADF modèle (1) pour la série lplib

Null Hypothesis: LPIB has a unit root
Exogenous: None
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	4.912209	1.0000
Test critical values:		
1% level	-2.610192	
5% level	-1.947248	
10% level	-1.612797	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(LPIB)
Method: Least Squares
Date: 05/12/24 Time: 18:38
Sample (adjusted): 1971 2022
Included observations: 52 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	0.001254	0.000255	4.912209	0.0000

R-squared	-0.007060	Mean dependent var	0.031860
Adjusted R-squared	-0.007060	S.D. dependent var	0.046265
S.E. of regression	0.046428	Akaike info criterion	-3.282794
Sum squared resid	0.109932	Schwarz criterion	-3.245270
Log likelihood	86.35265	Hannan-Quinn criter.	-3.268408
Durbin-Watson stat	2.111377		

Source : Élaboré par nous même à partir des résultats d'Eviews 12

La série Lplib est non stationnaire car la statistique de test ADF est égale à (4,91) supérieure à la valeur théorique qui est (-1,94). Elle comporte au moins une racine unitaire. Pour déterminer l'ordre d'intégration de la série, on applique le test d'ADF sur le modèle (1) de la série en différence première

Tableau 5: Test ADF modèle (1) pour la série dlplib

Null Hypothesis: D(LPIB) has a unit root
Exogenous: None
Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.047273	0.0030
Test critical values:		
1% level	-2.612033	
5% level	-1.947520	
10% level	-1.612650	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(LPIB,2)
Method: Least Squares
Date: 05/12/24 Time: 18:41
Sample (adjusted): 1973 2022
Included observations: 50 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LPIB(-1))	-0.286882	0.094144	-3.047273	0.0037
D(LPIB(-1),2)	-0.338753	0.074841	-4.526298	0.0000

R-squared	0.593400	Mean dependent var	-0.004217
Adjusted R-squared	0.584930	S.D. dependent var	0.045044
S.E. of regression	0.029020	Akaike info criterion	-4.202471
Sum squared resid	0.040424	Schwarz criterion	-4.125990
Log likelihood	107.0618	Hannan-Quinn criter.	-4.173347
Durbin-Watson stat	2.085008		

Source : Élaboré par nous même à partir des résultats d'Eviews 12

Chapitre III : Modélisation de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

La série **dlpib** est stationnaire car la statistique de test ADF est égale à (-3,04) inférieure à la valeur théorique qui est (-1,94). La série Lpib comporte donc une racine unitaire, La série Lpib est intégrée d'ordre 1 puisqu'il faut la différencier une fois pour la rendre stationnaire.

1.1.2-Présentation des résultats des tests ADF sur les autres séries restantes :

L'application par la même stratégie ADF des tests de racine unitaire sur les autres séries (Lm, Lx, Ltch, Lide) nous donne les résultats résumés dans le tableau suivant :

Tableau 6 : Les résultats des tests de la stationnarité (Test ADF)

Variables	Test ADF en niveau						Test ADF en différence	
	T statistique	Modèle 3		Modèle 2		Modèle1	Modèle1 Ou Modèle2	Ordre de DS Ou TS
		TADF	Ttrend	TADF	Tconst	TADF	TADF	
Lm	T calculée	-2.24	0.93	-2.29	2.31	1.14	-4.68	I(1)
	T tabulée	-3.50	2.81	-2.91	2.56	-1.94	-1.94	
Lx	T calculée	-6.27	3.66	-	-	-	-	TS
	T tabulée	-3.49	2.81	-	-	-	-	
Ltch	T calculée	-2.32	1.97	-0.48	1.26	1.55	-2.70	I(1)
	T tabulée	-3.50	2.81	-2.91	2.56	-1.94	-1.94	
Lide	T calculée	-4.66	2.92	-	-	-	-	TS
	T tabulée	-3.63	2.81	-	-	-	-	

Source : Élaboré par nous même à partir des résultats d'Eviews 12

Les résultats trouvés de l'étude de la stationnarité des séries montrent que les trois variables LPIB, LM et LTCH sont stationnaire en différence première (c'est-à-dire : intégrées d'ordre un) et les deux variables LX et LIDE sont générées par un processus de type TS, Il convient tout de même de signaler qu'aucune de nos séries n'est intégrée d'ordre 2, donc les conditions d'application de l'approche ARDL sont satisfaites.

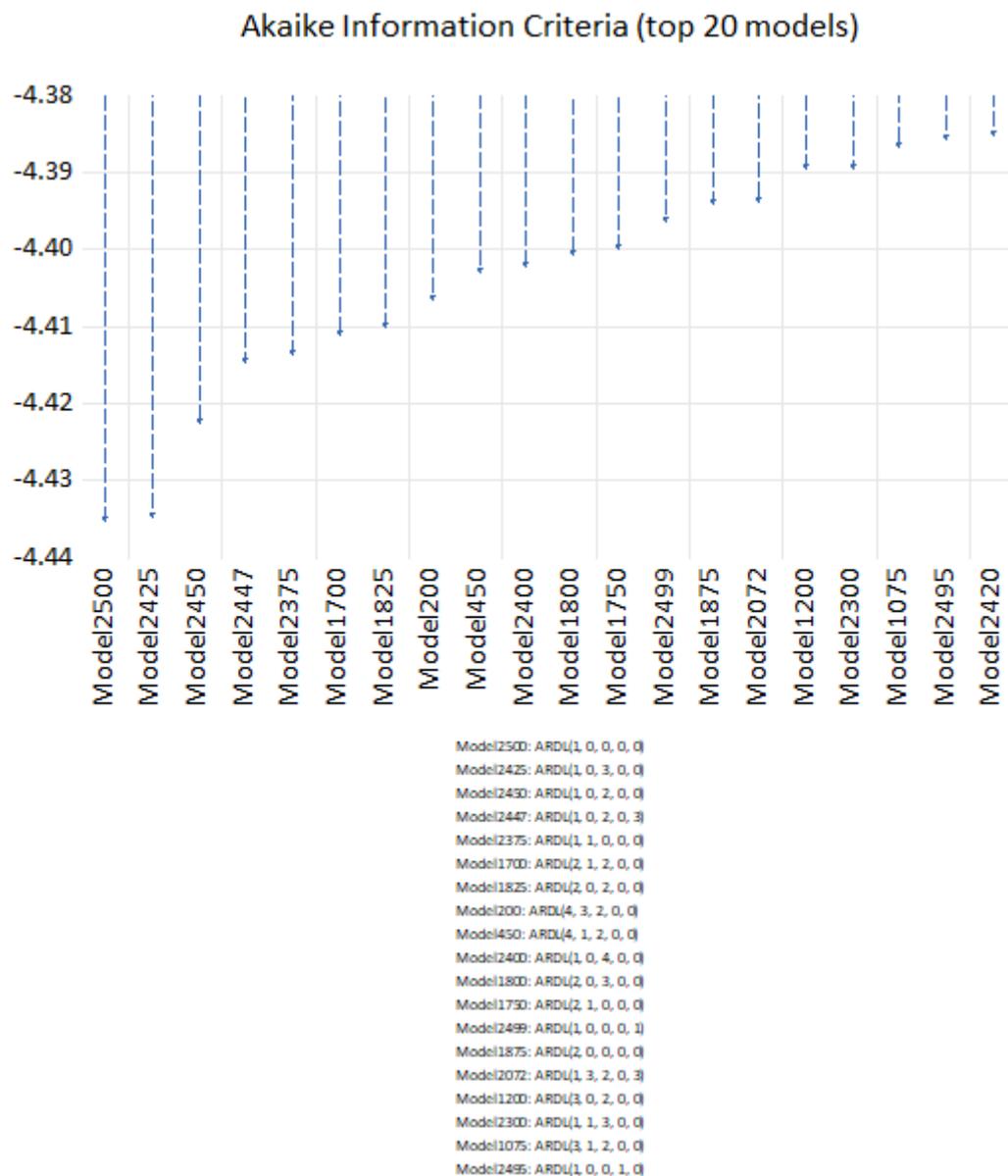
Section 2 : Application du test de cointégration et estimation du modèle ARDL

Nous avons choisi, dans notre travail, d'appliquer le test de cointégration « *Bounds test* ». Pour ce faire, il convient de déterminer le nombre de retards dans le modèle ARDL afin d'éviter toute mauvaise spécification de la dimension des modèles.

2.1. Détermination du nombre de retards optimaux

Une étape importante dans le cadre des modèles dynamiques est la détermination du nombre optimum de retards à considérer. Pour y parvenir, différents critères sont utilisés dont les plus courants sont : le Critère d'Information Akaike (AIC) et le Critère d'Information Schwartz (SIC). Dans ce travail, nous allons nous servir du critère AIC pour sélectionner le modèle ARDL optimal, celui qui offre des résultats statistiquement significatifs avec les moins des paramètres. Comme l'indique bien la graphique **12**, le modèle ARDL (1, 0, 0, 0, 0) est le plus optimal parmi les dix-neuf autres présentés, car il offre la plus petite valeur de AIC.

Figure 12 : Critère d'information Akaike



Source : Établi par nos soins à partir d'Eviews 12.

2.2. Estimation du modèle ARDL :

Après avoir déterminé le nombre optimal de retards pour le modèle ARDL, il convient d'estimer le modèle ARDL qui servira, ultérieurement, de base pour la conduite du test de limites (Bounds test) qui, à son tour, confirmera ou infirmera la présence d'une relation de cointégration ou de long terme. Les résultats des estimations du modèle ARDL sont présentés dans le tableau suivant :

Chapitre III : Modélisation de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

Tableau 7 : Estimation du modèle ARDL (1, 0, 0, 0,0)

Dependent Variable: LPIB
 Method: ARDL
 Date: 05/13/24 Time: 08:47
 Sample (adjusted): 1971 2022
 Included observations: 50 after adjustments
 Maximum dependent lags: 4 (Automatic selection)
 Model selection method: Akaike info criterion (AIC)
 Dynamic regressors (4 lags, automatic): LTCH LM LIDE LX
 Fixed regressors: C @TREND
 Number of models evaluated: 2500
 Selected Model: ARDL(1, 0, 0, 0, 0)
 Note: final equation sample is larger than selection sample

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
LPIB(-1)	0.885587	0.095062	9.315871	0.0000
LTCH	0.044130	0.024567	1.796320	0.0795
LM	0.082773	0.030137	2.746544	0.0088
LIDE	0.001856	0.001882	0.986187	0.3296
LX	-0.031558	0.015655	-2.015891	0.0501
C	1.580132	2.235997	0.706679	0.4836
@TREND	-0.002324	0.004480	-0.518852	0.6065
R-squared	0.993349	Mean dependent var	25.24379	
Adjusted R-squared	0.992421	S.D. dependent var	0.460087	
S.E. of regression	0.040055	Akaike info criterion	-3.467951	
Sum squared resid	0.068989	Schwarz criterion	-3.200268	
Log likelihood	93.69877	Hannan-Quinn criter.	-3.366016	
F-statistic	1070.321	Durbin-Watson stat	2.129627	
Prob(F-statistic)	0.000000			

*Note: p-values and any subsequent tests do not account for model selection.

Source : sortie de logiciel EVIEWS 12

Après avoir estimé le modèle ARDL (1, 0, 0, 0, 0), nous passerons maintenant à l'étape suivante qui détermine si les variables sélectionnées ont une relation à long terme. Pour y arriver, nous allons tester l'existence d'une relation de cointégration en utilisant le test ARDL Bounds test.

Dans notre travail, nous constatons que les résultats de la procédure « *Bounds test* » affichent que la statistique de Fisher (F= 5,29) est supérieure à la borne supérieure de l'intervalle des valeurs critiques au seuil de 5% (Tableau ci-dessous), ce qui témoigne la présence d'une relation de cointégration entre le PIB dur et ses déterminants considérés à savoir le TCH , LM, LIDE, LX.

Chapitre III : Modélisation de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

Tableau 8 : Résultats du test de cointégration de Pesaran

F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
Asymptotic: n=1000				
F-statistic	5.290276	10%	3.03	4.06
k	4	5%	3.47	4.57
		2.5%	3.89	5.07
		1%	4.4	5.72

Source : sortie de logiciel EVIEWS 12

2.3. L'estimation de la relation à long terme selon le modèle ARDL

Après avoir prouvé la présence de la relation de long terme entre les variables, nous allons passer maintenant à l'estimation de cette relation de long terme. Les résultats de l'estimation du modèle en utilisant logiciel EvIEWS 12 sont présentés dans le tableau 09.

Tableaux 9 : Estimation de la relation de long terme

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTCH	0.159645	0.038059	4.194667	0.0002
LM	0.413170	0.080018	5.163446	0.0000
LIDE	0.012341	0.011132	1.108597	0.2744
LX	0.020220	0.100214	0.201763	0.8412
C	14.35726	3.012621	4.765704	0.0000

Source : Sortie de logiciel EVIEWS 12

Les résultats de la relation de long terme nous renseignent sur les élasticités de la variable endogène par rapport aux autres variables exogènes (voir tableau 9). Dans notre cas, nous constatons une augmentation de 1% du taux de change entraîne une augmentation de 0.15% dans le PIB, cela pourrait s'expliquer par l'effet de l'appréciation de la monnaie nationale sur les importations, puisque plus une monnaie plus forte, plus les importations des biens et services sont moins chers. L'Algérie, étant un pays qui importe une grande partie de ses biens de consommation et de ses intrants industriels, pourrait bénéficier de coûts d'importation réduits, ce qui pourrait stimuler la consommation et la production et par conséquent la croissance économique. Ainsi, une monnaie robuste accroît le pouvoir d'achat des consommateurs, leur permettant d'acheter plus de biens et services, tant nationaux qu'importés. Cette augmentation de la consommation peut inciter la demande domestique et, par conséquent, le PIB.

De même augmentation de 1% dans les importations, entraîne aussi une augmentation de 0,41% dans la croissance économique en Algérie. Cela pourrait s'expliquer par plusieurs raisons, d'abord en important des biens et des services qui ne sont pas produits localement, l'Algérie pourrait diversifier son économie. Cela pourrait diminuer la dépendance aux

Chapitre III : Modélisation de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

hydrocarbures et inciter la croissance dans d'autres secteurs économiques. Cette diversification économique engendrée par les importations peut créer de nouveaux emplois dans divers secteurs, stimulant ainsi la consommation intérieure et la croissance économique en général. Ainsi, une participation active dans le commerce international via les importations et les exportations peut intégrer davantage l'Algérie dans l'économie mondiale, ce qui peut attirer des investissements étrangers et stimuler la croissance économique.

Par contre, nous constatons que les exportations et les IDE n'ont pas d'impact à long terme sur le PIB en Algérie, cela pourrait s'expliquer par plusieurs raisons, d'abord par la dépendance de l'économie algérienne aux exportations des hydrocarbures, qui sont sujettes à l'instabilité des prix du pétrole. Cette fluctuation des cours mondiaux des hydrocarbures affecte les recettes publiques, les investissements, et la stabilité économique. Aussi, on pourrait dire que la dépendance aux hydrocarbures pénalise le développement d'autres secteurs économiques, car sans diversification de l'économie algérienne, l'impact des IDE et des exportations dans d'autres secteurs reste limité.

D'autres facteurs pourraient limiter la croissance économique en Algérie tels que **l'environnement des affaires et réglementation complexe** en Algérie qui sont souvent considérés comme complexes et lourds, décourageants les investissements étrangers et limitant l'efficacité des IDE existants. En outre, les changements fréquents de réglementation et l'absence de garanties solides pour les investisseurs étrangers créent un climat d'incertitude qui dissuade les investissements à long terme.

2.4 L'estimation de la relation à court terme selon le modèle ARDL

L'estimation de la relation à long terme selon le modèle ARDL est une méthode utilisée pour analyser les relations de cointégration entre les variables. Ce modèle permet d'estimer les coefficients de régression à court terme et à long terme.

Tableau 10 : L'estimation de la relation de court terme (ECM)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	1.675466	0.520314	3.220106	0.0026
D(LM)	0.037974	0.030093	1.261859	0.2145
D(LM(-1))	0.058976	0.032866	1.794436	0.0805
D(LM(-2))	-0.028992	0.032694	-0.886781	0.3806
CointEq(-1)*	-0.116698	0.036782	-3.172660	0.0029
R-squared	0.508245	Mean dependent var		0.029922
Adjusted R-squared	0.462500	S.D. dependent var		0.029392
S.E. of regression	0.021548	Akaike info criterion		-4.738697
Sum squared resid	0.019966	Schwarz criterion		-4.543780
Log likelihood	118.7287	Hannan-Quinn criter.		-4.665038
F-statistic	11.11046	Durbin-Watson stat		2.100955
Prob(F-statistic)	0.000003			

Source : Sortie de logiciel EVIEWS 12

D'après le tableau ci-dessus, nous constatons que le terme cointEq (-1) qui correspond au résidu retardé issu de l'équation d'équilibre de long terme est négatif (-3.17) et fortement significatif (Probabilité=0.00), ce qui affirme le mécanisme de correction d'erreur, et donc l'existence d'une relation de long terme (cointégration) entre les variables.

Les résultats à court terme montrent que les variations des importations retardées d'une période ont impact positif sur la série du PIB, cela pourrait s'expliquer par plusieurs raisons, d'abord, il y a l'effet d'investissement retardé car les importations de biens d'équipement, de machines et de technologies nécessitent au moins une année avant d'être intégrées dans le processus de production. Une fois installées et opérationnelles, ces nouvelles machines peuvent améliorer la productivité et augmenter la production, contribuant ainsi à la croissance du PIB. Aussi, on peut dire que les matériaux importés pour des projets d'infrastructure (comme la construction de routes, de ponts, ou d'installations industrielles) peuvent avoir un effet à retardement. Ces projets prennent du temps à être achevés et leur impact économique se manifeste souvent l'année suivante.

2.5. Tests sur la validité du modèle

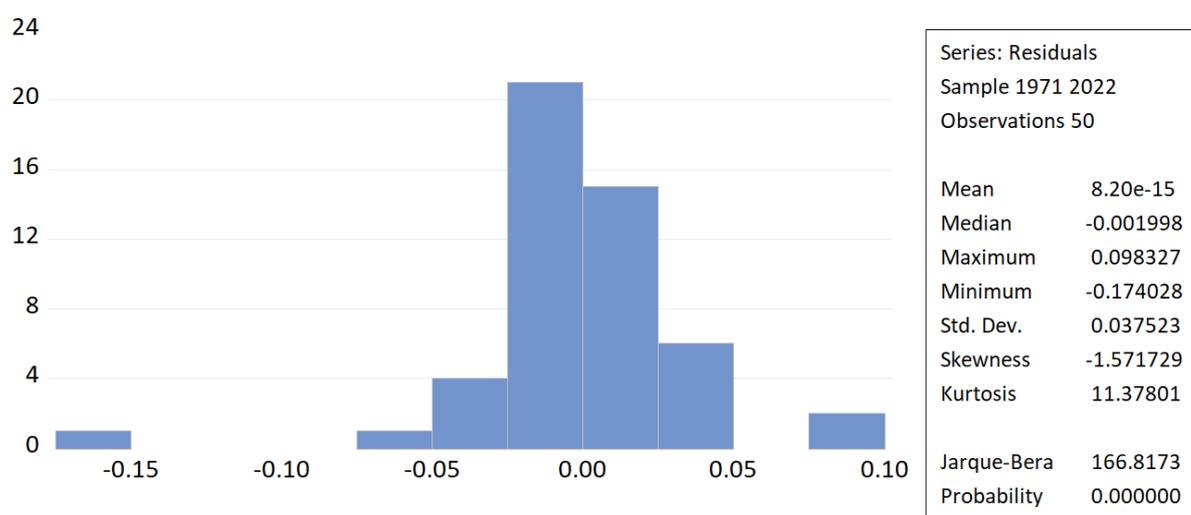
Pour terminer notre analyse, nous allons passer aux tests qui permettent de vérifier la validité de notre modèle ARDL. Ces tests statistiques consistent à tester la qualité des résidus à savoir l'homoscédasticité, l'auto-corrélation et la normalité des erreurs.

Chapitre III : Modélisation de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

2.5.1. Test de normalité des résidus

Plusieurs tests statistiques qui permettent de vérifier la normalité des résidus des différentes séries. Dans notre cas, nous allons utiliser le test le plus usuel à savoir le test de Jarque-Bera. D'après la figure ci-dessous, les résultats du test dévoilent que la p-value associée à la statistique de Jarque-Bera est inférieure à 5%, ce qui nous permet de rejeter l'hypothèse de normalité des résidus.

Figure 13 : Résultats du test de normalité des résidus



Source : Sortie de logiciel EVIEWS 12

2.5.2. Test d'autocorrélation

Après avoir vérifié par la normalité des erreurs, nous allons maintenant examiner le problème d'autocorrélation. Le tableau ci-dessous expose les résultats du test d'autocorrélation de Breusch-Godfrey. Les résultats de ce test montrent qu'il n'y a pas d'autocorrélation du terme d'erreur puisque la probabilité (0,8278) du test est supérieure à 5%. Nous ne rejetons donc pas l'hypothèse d'autocorrélation des erreurs.

Tableau 11 : Résultats du test d'auto-corrélation

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test			
Null hypothesis: No serial correlation at up to 2 lags			
F-statistic	0.189895	Prob. F(2,37)	0.8278
Obs*R-squared	0.487695	Prob. Chi-Square(2)	0.7836

Source : Sortie de logiciel EVIEWS 12

2.5.3. Test d'hétéroscédasticité

Le test d'hétéroscédasticité est un test primordial car il permet de détecter non seulement de l'hétéroscédasticité mais aussi une mauvaise spécification du modèle.

Tableaux 12: résultats de test d'hétéroscédasticité

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey			
Null hypothesis: Homoskedasticity			
F-statistic	0.391051	Prob. F(8,39)	0.9188
Obs*R-squared	3.564424	Prob. Chi-Square(8)	0.8941
Scaled explained SS	4.344172	Prob. Chi-Square(8)	0.8248

Source : Sortie de logiciel EVIEWS 12

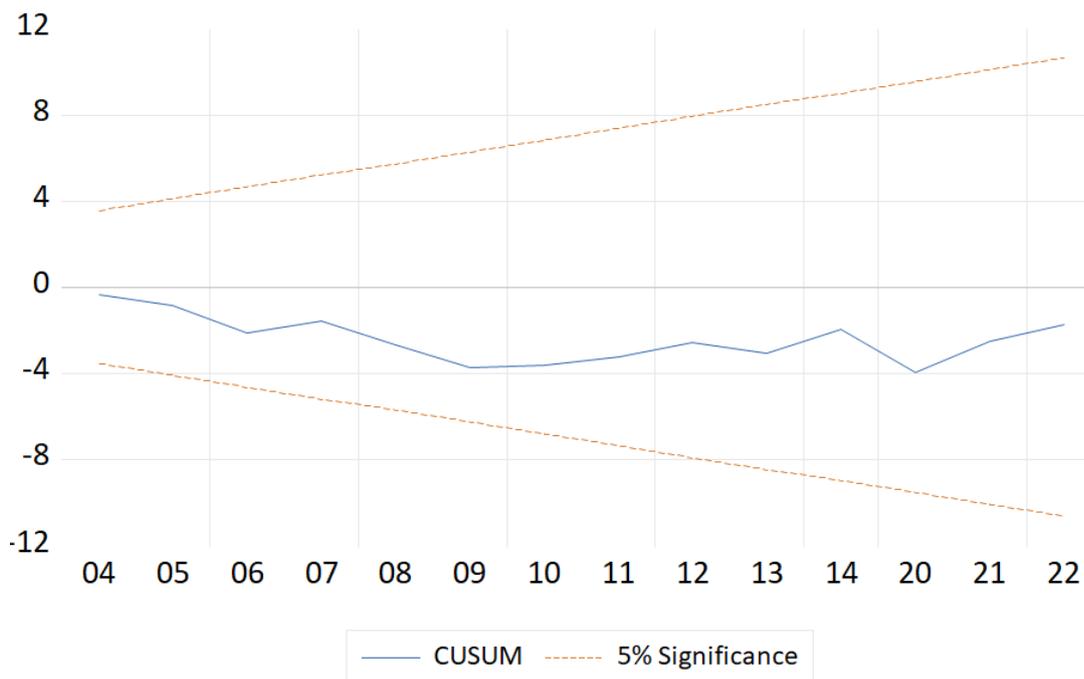
D'après le test d'hétéroscédasticité Breusch-Pagan-Godfrey, nous constatons que la probabilité associée à la F-statistique (0.39) est supérieur à 0.05. Par conséquent, nous acceptons l'hypothèse de d'homoscédasticité des résidus.

2.5.4. Test de stabilité du modèle

L'étude de la stabilité du modèle ARDL s'effectue par les tests de CUSUM et de CUSUMQ proposés par Brown, Durbin et Evans (1975). Le test CUSUM est fondé sur la somme des résidus. Il représente la courbe de la somme cumulée des résidus ensemble avec 5% de lignes critiques. Ainsi, les paramètres du modèle sont instables si la courbe se situe hors de la zone critique entre les deux lignes critiques et stables si la courbe se situe entre les deux lignes critiques. De la même manière est appliqué le test CUSUMQ qui est fondé sur la somme du carré des résidus. La représentation graphique de ces deux tests s'applique sur le modèle sélectionné à partir de du R² ajusté comme le dévoile les figures n°14 et n°15

Chapitre III : Modélisation de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

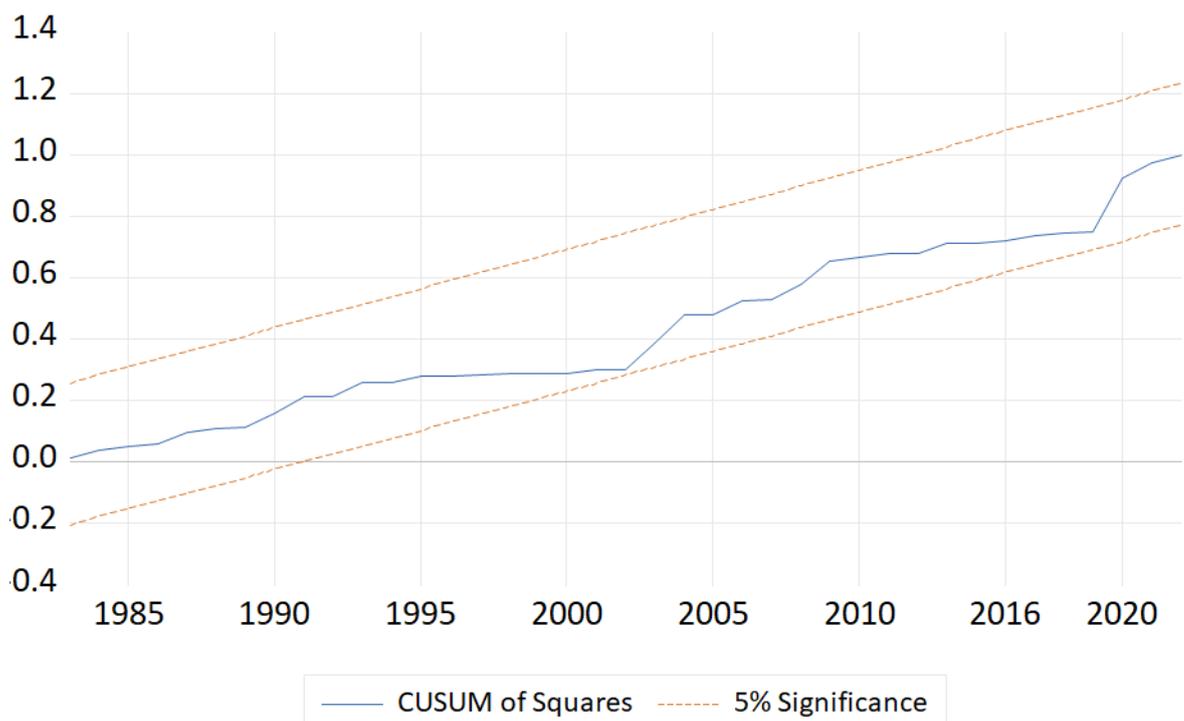
Figure 14 : Courbe de la somme des résidus (CUSUM)



Source : Sortie de logiciel d'Eviews 12.

La figure ci-dessus expose les résultats du test de CUSUM et montre que tous les paramètres du modèle sont stables au fil du temps, car les résidus récurrents restent, en tout temps, à l'intérieur de l'intervalle de confiance au seuil de 5%.

Figure 15 : Courbe de la somme cumulée des carrés du résidu (CUSUMQ)



Source : Sortie de logiciel d'Eviews 12.

Chapitre III : Modélisation de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie

Quant à la figure 15 sur la représentation de la somme cumulée du carré des résidus. Nous constatons que la somme cumulée est totalement stable car la statistique se situe à l'intérieur des lignes critiques.

Conclusion

Notre étude empirique a pour objet d'analyser la relation existante entre l'ouverture commerciale et la croissance économique en Algérie. Nous avons procédé à de nombreux tests qui permettent une estimation économétrique via l'approche (ARDL). Dont la variable endogène est le produit intérieur brut (LPIB) représentant la croissance économique, tandis que les variables exogènes sont représentées par le taux de change (LTCH), des exportations (LX) et des importations (LM) et des investissements direct étranger (LIDE) sur une période allant de 1970 jusqu'à 2022.

De ce fait, notre analyse a débuté par l'étude des choix de variables et l'étude graphique de chaque série, aussi nous avons utilisé le test de la racine unitaire (ADF) qui nous a montré que les trois LPIB, LM et LTCH sont stationnaires soit en première différenciation I (1) les deux variables LX et LIDE sont générées par un processus de type TS. Cela nous permettra d'estimer un modèle ARDL, passant par le test de bounds-test.

Les résultats de l'estimation montre qu'il existe une relation à long terme entre le PIB et le taux de change et les importations, cela veut dire qu'un taux de change favorable et une politique d'importation soutenue permettent d'acquérir des biens indispensables à des prix compétitifs, encourageant la consommation et l'investissement, et facilitent la modernisation industrielle, ce qui engendre un impact positif à long terme sur la croissance économique en Algérie.

De même les résultats, montre qu'il existe une relation à court terme positive entre les importations et le PIB en Algérie, cette relation s'explique par l'effet de l'amélioration de l'approvisionnement en intrants de production, en encourageant la consommation, en augmentant la productivité en facilitant les investissements et en renforçant la confiance économique, et par conséquent l'augmentation du PIB.



Conclusion générale

Conclusion générale

L'analyse économétrique a montré que l'ouverture commerciale a un impact positif sur la croissance économique de l'Algérie. Cette conclusion suggère que la libéralisation du commerce algérien pourrait être bénéfique pour la croissance économique du pays. Par conséquent, les dirigeants politiques pourraient envisager d'adopter des politiques visant à accroître l'ouverture commerciale de l'Algérie afin de stimuler la croissance économique et améliorer le bien-être de la population.

L'analyse économétrique de l'effet de l'ouverture commerciale sur la croissance économique de l'Algérie revêt une importance capitale, car elle permettrait de répondre à une question qui divise les théoriciens mais qui trouve un consensus dans les études empiriques. En effet, comprendre cette relation pourrait influencer les décisions politiques relatives à la libéralisation du commerce en Algérie. Selon la nouvelle théorie de la croissance endogène, le commerce international et l'investissement direct étranger favorisent le transfert de connaissances et le développement technologique, ce qui stimule la croissance économique. Il est donc logique que les gouvernements et les organisations internationales encouragent la libéralisation du commerce. Cependant, il est essentiel d'adapter ces politiques en fonction du stade de développement du pays, car une ouverture rapide et brutale de l'économie algérienne pourrait être inefficace, voire néfaste, si elle est mise en œuvre trop tôt dans le processus de développement du pays.

Quant à l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie entre (1970-2022) nous avons utilisé l'analyse des données relatives à ces variables pour cette étude. Ensuite, nous les avons calculées statistiquement en utilisant les modèles standards représentés par la régression auto-distribuée des retards distribués ARDL, la stabilité des séries temporelles et l'intégration commune en se basant sur Eviews12.

Afin de mener à bien notre étude, nous avons opté pour un nombre de variables qui proviennent de sources diverses tel que le Centre National de l'Informatique et des Statistiques (CNIS), l'Office National des Statistiques (ONS), la Banque Mondiale et perspective monde. Le PIB a été choisi comme indicateur de croissance économique, les investissements directs étrangers (LIDE), les importations (LM), les exportations (LX) et le taux de change (LTCH) sont les variables supposées qu'elles impactent la croissance économique en excluant les hydrocarbures.

La démarche de notre étude consiste en premier lieu à déterminer l'ordre d'intégration des variables, que nous avons transformé en logarithme, via les tests de racine unitaire sur chaque variable au niveau et en différence. Les résultats indiquent que les trois variables LPIB, LM et LTCH intégrées d'ordre 1 ; $I \sim (1)$, et les deux variables LX et LIDE sont générées par un

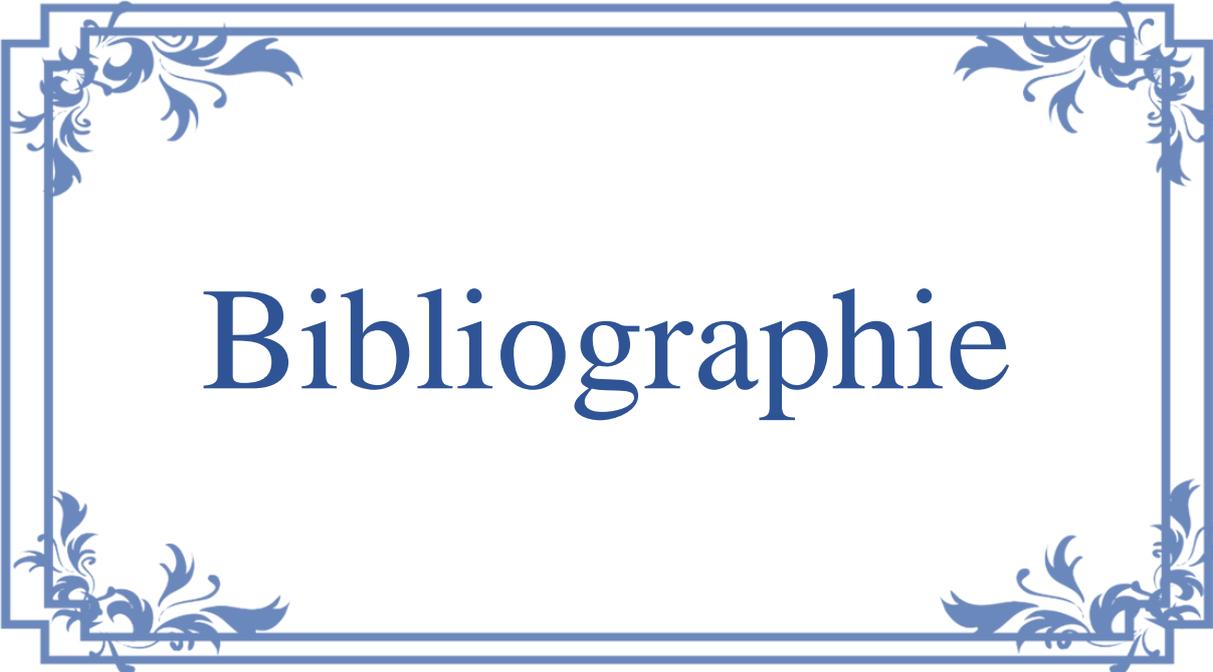
Conclusion générale

processus de type TS, Les tests de cointégration ont été effectués dans l'objectif de mettre en évidence l'existence d'une relation de court et long terme ont révélé qu'il existe une relation positive entre toutes les variables.

Sur la base des conclusions de cette étude, nous constatons que :

- Pour que l'impact du commerce extérieur soit positif, il est nécessaire de mettre en place une politique économique appropriée et réfléchie.
- La diversification des revenus pour diversifier les sources de revenus
- Ne pas compter uniquement sur les exportations pétrolières, mais chercher à diversifier les exportations.
- La recherche de soutien au secteur de production local pour répondre aux besoins de la demande intérieure en augmentant les capacités de production, et le développement et la promotion des petites et moyennes entreprises.

Pour une compréhension plus approfondie de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie, il est essentiel de travailler avec des données à fréquence élevée. Cela permettra de mieux comprendre les effets de l'ouverture sur l'économie algérienne. De plus, une analyse plus approfondie des effets de l'ouverture nécessiterait l'introduction d'autres variables économiques clés.



Bibliographie

Bibliographie

➤ Les ouvrages

- AUBIN C & NOREL PH. « Economie internationale, fait, théories et politiques », 1997
- BEITONE Alain, DOLLO Christine, GUIDONI Jean Pierre, LEBARDEZ Alain, Dictionnaire des sciences économiques, Armand Colin, paris, 1991
- Dominique Guellec, Pierre Ralle, les nouvelles théories de la croissance, 5^o édition, la découverte.
- GUILLOCHON B, « Economie internationale », manuel et exercices .Paris . 2006
- JAMES Emile. « Histoire sommaire de la pensée économique ». Paris. Ed. Montchrestien. 1969.
- JEAN-DIDIER LECAILLON, JEAN-MARIE Le page & Christian OTTAVI, (2004)
- MAHOUI Ahmed et Jean Robert Henry : « où va l'Algérie », édition Karthala et IREMAN, Paris, 2001
- MULLER Jacques, « Manuel et application économique », DUNOD, paris, 1999
- SAMUELSON. Alain. «Les grands courants de la pensée économique ». Alger.OUP. 1993.
- PERROUX François, « les théories de la croissance », DONOD, paris, 2004

➤ Articles et revues

- ABDELKADER 2015. «Nouvelle Approche de Mesure de l'ouverture commerciale dans les Modèles de Gravite » .Revue des études humains et sociales – A/sciences économique et droit. N°13, Algérie
- BALDWIN, R.E and SEGHEZZA.E.(1996), « Growth and European Integration : Towards an Empirical Assessment » Centre for Economic Policy Research, CEPR Discussion Paper ; N°1393
- DIEMER. « Economie Générale »
- DIEMER. M « La croissance économique »
- Dufour, Forum national sur la promotion des exportations agricoles et agroalimentaires : « Accession de l'Algérie à l'OMC » : Le volet agricole, 13-14 septembre 2004

Bibliographie

- DAVID T. COE, E HELPMAN (1995), « International R&D spillovers » European Economic Review, Vol.39, Issue 5
- Edward. S. (1998), « Openness productivity and Growth : what do we really know ? » The Economic Journal ? Vol108, Issue 447
- Keynes, (1936), dans la théorie générale, ne s'est concentré que le court terme, il n'a pas construit une théorie de la croissance économique à long terme.
- Kuznets. S.1973 « Modern economic growth : finding and reflections », the American Economic Review Vol.63, N°3
- MEHDI Abbas : « L'ouverture internationale de l'Algérie. Apports et limites d'une approche en terme d'économie politiques du protectionnisme », Université de Grenoble, CNRS. Septembre 2011
- MAHIOI (a), l'union du Maghreb arabe : des états en quête de coopération, revue IDARA n°1, 1999
- Nathalie AVALLONE & Françoise Nicolas (2002)
- Smail Goumeziane, « L'incontournable libéralisation » dans confluences méditerranée, n°11, Eté 1994

➤ Thèses et mémoires

- ARDJOUN I (2010). « Ouverture et libération de l'économie algérien : Quel impact sur la gouvernance des entreprises agroalimentaires ? Cas de la wilaya de Bejaia.
- L, IKNI .M, « L'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance du secteur industriel e Algérie » (1998-2018), mémoire de fin du cycle , UNIV Abderrahmane mira –BEJAIA
- LALAMI TIZIRI. YATAGANE HASIBA, « L'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique : cas de l'Algérie (1970-2013) » mémoire de master, université Abderrahmane mira de Bejaia, 2016
- Nadia. L. (2005), « L'impact du degré d'ouverture sur la croissance économique : cas de six pays d'Afrique de l'Ouest », Thèse de doctorat, Université de Montréal
- OUMARA. M, « L'impact des IDE sur la croissance économique en Algérie durant la période 1885-2015 », 2016-2017
- THAALBI.I, « Déterminants et Impacts des IDE sur la croissance économique »

➤ Site web

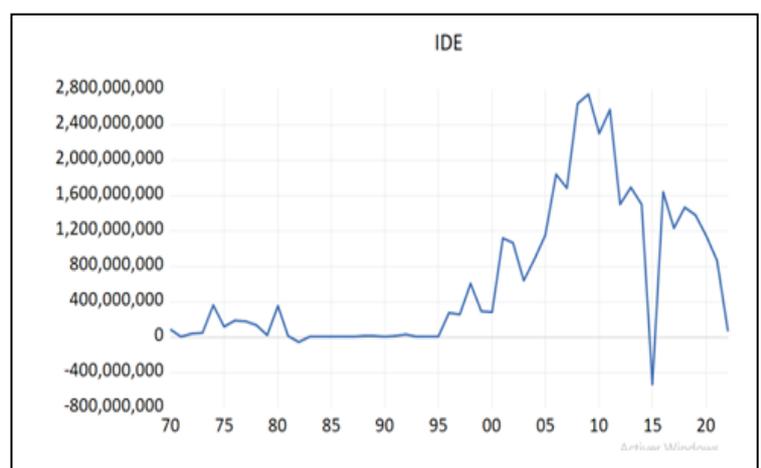
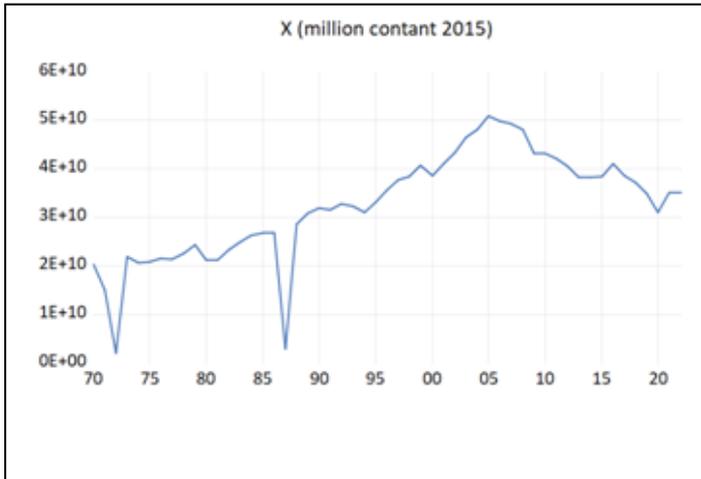
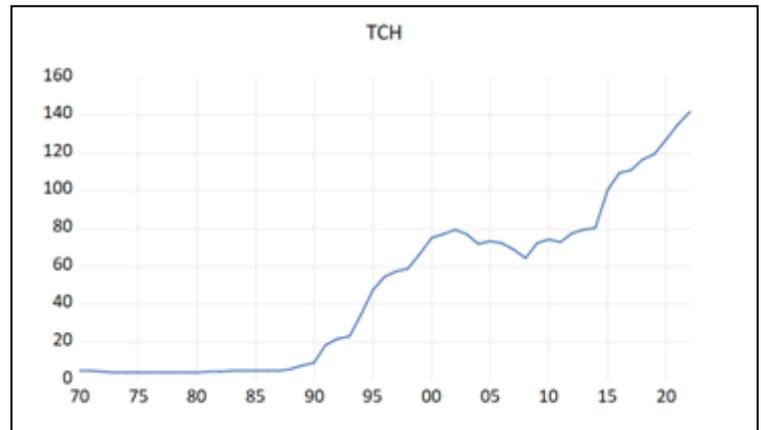
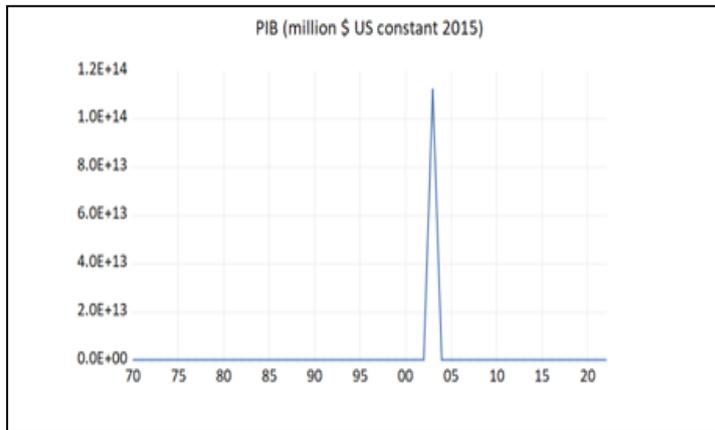
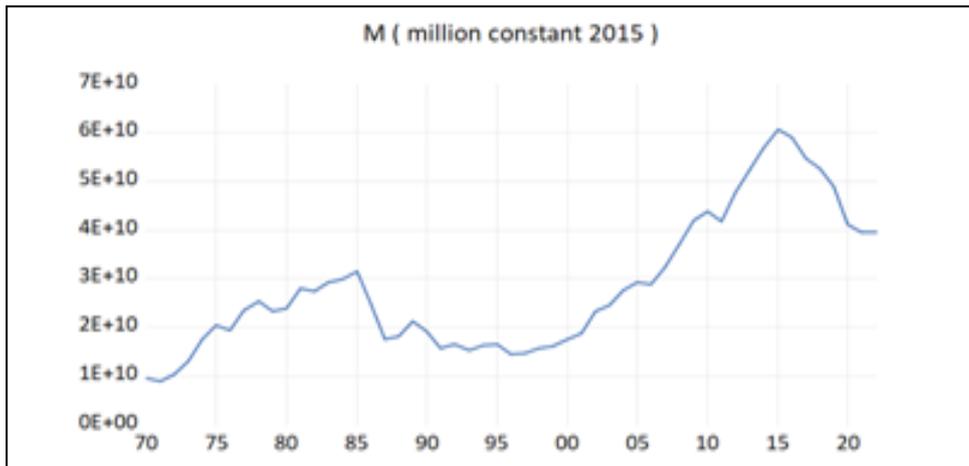
Bibliographie

- www.ons.dz/, consulter le 11/03/2024
- www.dgpp-mf.gov.dz/, consulter le 15/03/2024
- www.banquemondiale.org/, consulter le 08/04/2024



Annexes

Annexe 01 : Les graphes des séries



Annexe 02 : Le test de Dicky Fuller Augmenté en niveau

La série LM

Null Hypothesis: D(LM) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.388664	0.0052
Test critical values:		
1% level	-4.148465	
5% level	-3.500495	
10% level	-3.179617	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LM,2)
 Method: Least Squares
 Date: 06/05/24 Time: 22:52
 Sample (adjusted): 1972 2022
 Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LM(-1))	-0.569376	0.129738	-4.388664	0.0001
C	7.29E+08	8.55E+08	0.852521	0.3982
@TREND("1970")	-14118130	27537990	-0.512678	0.6105

Null Hypothesis: D(LM) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.394773	0.0009
Test critical values:		
1% level	-3.565430	
5% level	-2.919952	
10% level	-2.597905	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LM,2)
 Method: Least Squares
 Date: 06/05/24 Time: 22:54
 Sample (adjusted): 1972 2022
 Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LM(-1))	-0.564039	0.128343	-4.394773	0.0001
C	3.45E+08	4.08E+08	0.844512	0.4025

Null hypothesis: D(LM) has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.325439	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.611094	
5% level	-1.947381	
10% level	-1.612725	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LM,2)

Method: Least Squares

Date: 06/05/24 Time: 22:55

Sample (adjusted): 1972 2022

Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LM(-1))	-0.544077	0.125785	-4.325439	0.0001

Exogenous: None

Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	0.047202	0.6933
Test critical values:		
1% level	-2.611094	
5% level	-1.947381	
10% level	-1.612725	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LM)

Method: Least Squares

Date: 06/05/24 Time: 22:56

Sample (adjusted): 1972 2022

Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LM(-1)	0.000613	0.012987	0.047202	0.9625
D(LM(-1))	0.454745	0.129485	3.511947	0.0010

La série LTCH

Null hypothesis: D(LTCH,1) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.923344	0.0011
Test critical values:		
1% level	-4.148465	
5% level	-3.500495	
10% level	-3.179617	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LTCH,2)
 Method: Least Squares
 Date: 06/05/24 Time: 22:57
 Sample (adjusted): 1972 2022
 Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LTCH(-1))	-0.672164	0.136526	-4.923344	0.0000
C	-0.249216	1.238588	-0.201210	0.8414
@TREND("1970")	0.077801	0.042948	1.811537	0.0763

Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.475919	0.0007
Test critical values:		
1% level	-3.565430	
5% level	-2.919952	
10% level	-2.597905	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LTCH,2)
 Method: Least Squares
 Date: 06/05/24 Time: 22:59
 Sample (adjusted): 1972 2022
 Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LTCH(-1))	-0.585645	0.130843	-4.475919	0.0000
C	1.630669	0.691742	2.357336	0.0224

Null hypothesis: D(LTCH) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 2 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.404884	0.1470
Test critical values:		
1% level	-2.613010	
5% level	-1.947665	
10% level	-1.612573	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LTCH,2)
 Method: Least Squares
 Date: 06/05/24 Time: 22:59
 Sample (adjusted): 1974 2022
 Included observations: 49 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LTCH(-1))	-0.206036	0.146657	-1.404884	0.1668
D(LTCH(-1),2)	-0.289867	0.156159	-1.856228	0.0698
D(LTCH(-2),2)	-0.422630	0.138896	-3.042774	0.0039

Null hypothesis: LTCH has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	2.422663	0.9958
Test critical values:		
1% level	-2.611094	
5% level	-1.947381	
10% level	-1.612725	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LTCH)
 Method: Least Squares
 Date: 06/05/24 Time: 23:03
 Sample (adjusted): 1972 2022
 Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTCH(-1)	0.028746	0.011866	2.422663	0.019
D(LTCH(-1))	0.365150	0.140504	2.598849	0.012

La série LIDE

Null hypothesis: LIDE has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.877201	0.1781
Test critical values: 1% level	-4.144584	
5% level	-3.498692	
10% level	-3.178578	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LIDE)
 Method: Least Squares
 Date: 06/05/24 Time: 23:06
 Sample (adjusted): 1971 2022
 Included observations: 52 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LIDE(-1)	-0.340174	0.118231	-2.877201	0.0059
C	-50809154	1.47E+08	-0.345520	0.7312
@TREND("1970")	10257470	6425154.	1.596455	0.1168
R-squared	0.148984	Mean dependent var		-86151.96
Adjusted R-squared	0.114249	S.D. dependent var		5.33E+08
S.E. of regression	5.02E+08	Akaike info criterion		42.96138
Sum squared resid	1.23E+19	Schwarz criterion		43.07395
Log likelihood	-1113.996	Hannan-Quinn criter.		43.00453
F-statistic	4.289128	Durbin-Watson stat		2.286129
Prob(F-statistic)	0.019207			

La série LX

Exogenous: Constant, Linear Trend
Lag Length: 3 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.432576	0.9835
Test critical values:		
1% level	-4.156734	
5% level	-3.504330	
10% level	-3.181826	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(LX)
Method: Least Squares
Date: 06/05/24 Time: 23:08
Sample (adjusted): 1974 2022
Included observations: 49 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LX(-1)	-0.065449	0.151301	-0.432576	0.6675
D(LX(-1))	-0.609308	0.180878	-3.368613	0.0016
D(LX(-2))	-0.437896	0.171121	-2.558981	0.0141
D(LX(-3))	-0.369139	0.136459	-2.705126	0.0097
C	4.80E+09	2.94E+09	1.629042	0.1106
@TREND("1970")	-60444789	1.14E+08	-0.529894	0.5989
R-squared	0.385930	Mean dependent var		2.68E+08
Adjusted R-squared	0.314527	S.D. dependent var		7.09E+09
S.E. of regression	5.87E+09	Akaike info criterion		47.93824
Sum squared resid	1.48E+21	Schwarz criterion		48.16989
Log likelihood	-1168.487	Hannan-Quinn criter.		48.02613
F-statistic	5.404926	Durbin-Watson stat		1.910641
Prob(F-statistic)	0.000607			

La série LPIB

Null Hypothesis: LPIB has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.975971	0.2962
Test critical values:		
1% level	-3.562669	
5% level	-2.918778	
10% level	-2.597285	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPIB)
 Method: Least Squares
 Date: 05/12/24 Time: 18:28
 Sample (adjusted): 1971 2022
 Included observations: 52 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	-0.026443	0.013382	-1.975971	0.0537
C	0.698680	0.337522	2.070027	0.0436
R-squared	0.072433	Mean dependent var		0.031860
Adjusted R-squared	0.053882	S.D. dependent var		0.046265
S.E. of regression	0.045001	Akaike info criterion		-3.326558
Sum squared resid	0.101255	Schwarz criterion		-3.251510
Log likelihood	88.49050	Hannan-Quinn criter.		-3.297786
F-statistic	3.904459	Durbin-Watson stat		2.226340
Prob(F-statistic)	0.053689			

Null Hypothesis: LPIB has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.228797	0.4641
Test critical values:		
1% level	-4.144584	
5% level	-3.498692	
10% level	-3.178578	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPIB)
 Method: Least Squares
 Date: 05/12/24 Time: 18:21
 Sample (adjusted): 1971 2022
 Included observations: 52 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	-0.146609	0.065779	-2.228797	0.0304
C	3.627986	1.605743	2.259382	0.0283
@TREND("1970")	0.003810	0.002044	1.863926	0.0683
R-squared	0.133845	Mean dependent var		0.031860
Adjusted R-squared	0.098492	S.D. dependent var		0.046265
S.E. of regression	0.043927	Akaike info criterion		-3.356598
Sum squared resid	0.094551	Schwarz criterion		-3.244026
Log likelihood	90.27155	Hannan-Quinn criter.		-3.313441
F-statistic	3.785944	Durbin-Watson stat		2.084269
Prob(F-statistic)	0.029586			

Null Hypothesis: LPIB has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	4.912209	1.0000
Test critical values:		
1% level	-2.610192	
5% level	-1.947248	
10% level	-1.612797	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPIB)
 Method: Least Squares
 Date: 05/12/24 Time: 18:38
 Sample (adjusted): 1971 2022
 Included observations: 52 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	0.001254	0.000255	4.912209	0.0000
R-squared	-0.007060	Mean dependent var		0.031860
Adjusted R-squared	-0.007060	S.D. dependent var		0.046265
S.E. of regression	0.046428	Akaike info criterion		-3.282794
Sum squared resid	0.109932	Schwarz criterion		-3.245270
Log likelihood	86.35265	Hannan-Quinn criter.		-3.268408
Durbin-Watson stat	2.111377			

Null Hypothesis: D(LPIB) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.047273	0.0030
Test critical values:		
1% level	-2.612033	
5% level	-1.947520	
10% level	-1.612650	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPIB,2)
 Method: Least Squares
 Date: 05/12/24 Time: 18:41
 Sample (adjusted): 1973 2022
 Included observations: 50 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LPIB(-1))	-0.286882	0.094144	-3.047273	0.0037
D(LPIB(-1),2)	-0.338753	0.074841	-4.526298	0.0000
R-squared	0.593400	Mean dependent var		-0.004217
Adjusted R-squared	0.584930	S.D. dependent var		0.045044
S.E. of regression	0.029020	Akaike info criterion		-4.202471
Sum squared resid	0.040424	Schwarz criterion		-4.125990
Log likelihood	107.0618	Hannan-Quinn criter.		-4.173347
Durbin-Watson stat	2.085008			

Annexe 03 : base de données

	PIB (million \$ US constant 2015)	X (million contant 2015)	M (million constant 2015)	TCH	IDE
1970	34261402270	20313253399	9593935651	4,94	80120000
1971	30378996381	15045450486	8863432820	4,91	600000
1972	38710123078	2084382211	10324437459	4,48	41490000
1973	40186208315	21980758074	12954247368	3,96	51000000
1974	43198131557	20654333260	17483363381	4,18	358000000
1975	45377624864	20768026572	20356674575	3,95	119000000
1976	49183335760	21488085599	19431371563	4,16	187000000
1977	51769683762	21374392323	23522186063	4,15	178452646,8
1978	56540175063	22662919354	25372794131	3,97	135152172,3
1979	60768151286	24292527761	23229985767	3,85	25692486,04
1980	61248588527	21147005734	24009188632	3,84	348669038,1
1981	63086043787	21210446524	27922685001	4,32	13207259,36
1982	67123553185	23373911430	27448000118	4,59	-53569192,64
1983	70748227087	24823094916	29149777178	4,79	417641,1628
1984	74710125349	26238011459	29878520616	4,98	802668,8741
1985	77474397936	26920199114	31581596265	5,02	397788,2971
1986	77784296305	26839439344	24633646044	4,7	5316528,378
1987	77239808155	2844983978	17563788073	4,85	3711537,9
1988	76467405832	28563602798	18160957216	5,91	13018265,02
1989	79831973341	30848691637	21211999421	7,61	12091646,8
1990	80470629591	31897547224	19133222834	8,96	334914,5642
1991	79504981565	31610471769	15708375684	18,47	11638686,45
1992	80936073064	32843277544	16430961280	21,84	30000000
1993	79236414916	32219257526	15330086526	23,34	1000
1994	78523289914	31123802013	16265221712	35,06	1000
1995	81507170839	33084600649	16590527073	47,66	1000

1996	84848963597	35565946317	14383986102	54,75	270000000
1997	85782302145	37806602231	14729202191	57,71	260000000
1998	90157202650	38449311913	15804434305	58,74	606600000
1999	93042234535	40758221974	16072477525	66,57	291600000
2000	96577839449	38581054886	17551208211	75,26	280100000
2001	99475174632	41050242399	18885100035	77,21	1113105541
2002	1,05046E+11	43308005731	23266443244	79,68	1064960000
2003	1,12609E+11	46556106161	24453031849	77,39	637853027
2004	1,17451E+11	48045901558	27509660830	72,06	884749028
2005	1,24381E+11	50880609750	29270279123	73,27	1156000000
2006	1,26495E+11	49812116946	28881224936	72,65	1841000000
2007	1,30796E+11	49313995776	32262140704	69,29	1686736540
2008	1,33935E+11	48130459878	37230510373	64,58	2638607034
2009	1,36078E+11	43269283430	41996015701	72,65	2746930734
2010	1,40977E+11	43269283430	43885836407	74,39	2300369124
2011	1,45065E+11	42101012777	41867087932	72,94	2571237025
2012	1,49998E+11	40501174292	47644746066	77,54	1500402453
2013	1,54198E+11	38192607357	52313931181	79,37	1691886708
2014	1,60057E+11	38268992571	56708301400	80,58	1502206171
2015	1,65979E+11	38460337534	60621174197	100,69	-537792920,9
2016	1,71291E+11	41152561162	58923781319	109,44	1638263954
2017	1,73517E+11	38642254931	54740192846	110,97	1230243451
2018	1,756E+11	37212491499	52660065517	116,59	1466116068
2019	1,77356E+11	34942529517	48973860931	119,35	1381200050
2020	1,6831E+11	30994023682	41138043182	126,78	1143918160
2021	1,74033E+11	35147222855	39451383412	135,06	869151161,7
2022	1,79602E+11	35112075632	39451383412	141,99	75640098,09

Annexe 04 : Tableau des valeurs critiques de la constante et de la tendance du test ADF

N	Modèle (2)			Modèle (3)					
	constante			constante			trend		
	1%	5%	10%	1%	5%	10%	1%	5%	10%
25	3,41	2,61	2,20	4,05	3,20	2,77	3,74	2,85	2,39
50	3,28	2,56	2,18	3,87	3,14	2,75	3,60	2,81	2,38
100	3,22	2,54	2,17	3,78	3,11	2,73	3,53	2,79	2,38
250	3,19	2,53	2,16	3,74	3,09	2,73	3,49	2,79	2,38
500	3,18	2,52	2,16	3,72	3,08	2,72	3,48	2,78	2,38
∞	3,18	2,52	2,16	3,71	3,08	2,72	3,46	2,78	2,38

SOURCE : Réalisé par nous même

Table des matières

Introduction générale	1
Chapitre I : Le cadre théorique sur l'ouverture commerciale et la croissance économique	4
Introduction	4
Section 1 : Les concepts de croissance économique	5
1.1. Les différentes définitions de la croissance économique	5
1.2. Caractéristiques et types de croissance économique	6
1.2.1. Caractéristiques de la croissance économique	6
1.2.2. Types de la croissance économique	6
1.3. Mesures de la croissance économique	6
1.3.1. La mesure de la croissance économique	6
1.3.2. Les facteurs de la croissance économique	7
Section 2 : Théories et modèles de croissance économique	8
2.1. Les théories de la croissance économique	8
2.1.1. Théories classiques de la croissance économique :	8
2.1.2. La théorie post-keynésienne	9
2.1.3. Les modèles néoclassiques : l'approche de Solow	10
2.2. Les nouvelles théories de la croissance : croissance endogène	11
2.2.1. Le capital physique	11
2.2.2. La technologie	11
2.2.3. Le capital humain	12
2.2.4. Le capital public	12
Section 3 : L'ouverture commerciale et sa relation avec la croissance économique	13
3.1. Le cadre théorique de l'ouverture commerciale	13
3.1.1. Les différentes définitions de la croissance économique	14
3.1.2. Les indicateurs les plus importants pour mesurer l'ouverture commerciale	15
3.2. Les théories de l'ouverture commerciale et ses relations avec la croissance économique ..	18
3.2.1. Les théories de l'ouverture commerciale	18
3.2.2. La relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique	21
Conclusion	24
Chapitre II : Ouverture commerciale en Algérie et ses impacts	25
Introduction	25
Section 1 : Politique du commerce extérieur : évolution et perspectives	25
1.1. La stratégie commerciale de l'Algérie	26
1.1.1. La période pré-indépendance (avant 1962)	26

1.1.2. Le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur	26
1.1.3. La libéralisation du commerce extérieur	27
1.1.4. La libéralisation du commerce extérieure (Dans le cadre d'association, OMC, UE, PAS, Maghreb)	29
Section 02 : Evolution des échanges extérieurs de l'Algérie	33
2.1. Evolution de la balance commerciale de l'Algérie.....	33
2.2. Evolution des échanges de l'Algérie par région économique	35
2.2.1. Evolution des exportations par région géographique	35
2.2.2. Evolution des importations par région géographique	37
2.3. Structure des importations de l'Algérie par groupe d'utilisation (2017-2022)	40
Section 3 : L'impact de l'ouverture commerciale sur les activités productives	42
3.1. L'impact de l'ouverture commerciale sur le secteur industriel.....	43
3.2. Impact de l'ouverture commerciale sur le secteur agricole.....	44
Conclusion.....	46
Chapitre III : Modélisation de l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique en Algérie	47
Introduction	47
Section 1 : Présentation des variables et étude de la stationnarité des séries de données.	47
1.1. Le choix des variables	47
1.2. Application des tests de racines unitaires (test de DF et DFA):.....	48
1.2.1. Application de test ADF à la série lpib:	48
Section 2 : Application du test de cointégration et estimation du modèle ARDL	53
2.1. Détermination du nombre de retards optimaux	53
2.2. Estimation du modèle ARDL	54
2.4 L'estimation de la relation à court terme selon le modèle ARDL.....	57
2.5. Tests sur la validité du modèle	58
2.5.1. Test de normalité des résidus.....	59
2.5.2. Test d'autocorrélation.....	59
2.5.3. Test d'hétéroscédasticité	60
2.5.4. Test de stabilité du modèle.....	60
Conclusion.....	62
Conclusion générale.....	63
Bibliographie.....	65
Annexes	47

Résumé

L'ouverture commerciale est considérée comme le nerf et l'artère essentiels de la croissance économique, comme l'ont expliqué de nombreuses théories économiques.

Cette étude vise à étudier l'impact de l'ouverture commerciale sur la croissance économique entre 1970 et 2022 en utilisant le volume du commerce extérieur et les flux nets d'investissement direct étranger, À travers les résultats trouvés de l'estimation d'un modèle économétrique ARDL. Les résultats d'estimation montrent qu'il existe une relation à long terme entre le PIB et le taux de change et les importations et aussi existe une relation à court terme entre les importations et le PIB et impactent positivement sur la croissance économique en Algérie.

Mots-clés : Croissance économique, ouverture commerciale, LPIB, modèle ARDL, Algérie.

Summary

Trade openness is considered the nerve and artery of economic growth, as explained by many economic theories, in addition to studies conducted in many countries that have confirmed its importance. This study aims to examine the impact of trade openness on economic growth between 1970 and 2022 using the volume of foreign trade and net flows of foreign direct investment, through the estimation results extracted from an ARDL econometric model. The estimation results show that there is a long-term relationship between GDP and exchange rate, and imports, as well as a short-term relationship between imports and GDP, positively impacting economic growth in Algeria.

Key words: Economic growth, trade openness, GDP, ARDL model, Algeria.

ملخص

الانفتاح التجاري بعد العصب والشريان الأساسيين للنمو الاقتصادي، كما أوضحت العديد من النظريات الاقتصادية. بالإضافة إلى الدراسات التي أجريت في العديد من الدول والتي أكدت أهميته، تهدف هذه الدراسة إلى دراسة تأثير الانفتاح التجاري على النمو الاقتصادي بين عامي 1970 و 2022 باستخدام حجم التجارة الخارجية وتدفقات الاستثمار الأجنبي المباشر الصافي، من خلال نتائج التقدير المستخرجة من نموذج اقتصادي ARDL. تظهر نتائج التقدير أن هناك علاقة طويلة الأمد بين الناتج المحلي الإجمالي وسعر الصرف والواردات، كذلك توجد علاقة قصيرة الأجل بين الواردات والناتج المحلي الإجمالي وتؤثر بشكل إيجابي على النمو الاقتصادي في الجزائر.

الكلمات الرئيسية: النمو الاقتصادي، الانفتاح التجاري، الناتج المحلي الإجمالي، نموذج ARDL، الجزائر